

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1963

[2012/203690]

21 JUIN 2012. — Décret relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Titre I^{er}. — Disposition préliminaire

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret s'applique aux opérations d'importation, d'exportation ou de transfert d'armes civiles ou de produits liés à la défense depuis ou vers la Région wallonne et aux opérations de transit par la Région wallonne de produits liés à la défense.

Une opération d'importation, d'exportation, de transit ou de transfert d'armes civiles ou de produits liés à la défense depuis, vers ou par la Région wallonne ne peut être effectuée que par une personne physique ayant son domicile ou par une personne morale ayant son siège social ou son siège d'exploitation sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception de celle qui a déjà fait l'objet d'une autorisation ou d'une licence octroyée par la Région flamande ou par la Région de Bruxelles-Capitale ou, lorsqu'il s'agit d'une opération de transit ou de transfert, lorsqu'elle a déjà fait l'objet d'une licence octroyée par un autre Etat membre de l'Union européenne.

§ 2. Les transferts vers le grand-duché de Luxembourg et les Pays-Bas de produits liés à la défense et d'armes civiles ne sont pas soumis à licence ou autorisation.

Titre II. — Dispositions transposant la Directive 91/477/CEE du Conseil européen du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, telle que modifiée par la Directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la Directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes

Art. 2. Le présent titre transpose les articles 11, 13, 13bis et 14 de la Directive 91/477/CEE du Conseil européen du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, telle que modifiée par la Directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la Directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes.

Art. 3. Définitions

Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par :

1° « Directive » : la Directive 91/477/CEE du Conseil européen du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, telle que modifiée par la Directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la Directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes;

2° « arme civile » : armes à feu telles que définies au point 1 de l'article 1^{er} de la Directive et destinées à l'usage autre que militaire ou paramilitaire, à l'exception des armes à feu automatiques et des armes à feu avec un calibre classé comme militaire par la Commission Internationale Permanente pour l'épreuve des armes à feu portatives, ainsi que leurs pièces détachées, munitions et composantes;

3° « transfert » : toute transmission ou mouvement d'une arme civile par une personne située dans un Etat membre de l'Union européenne vers une personne située dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

Art. 4. Les autorisations de transfert

§ 1^{er}. Le transfert d'armes civiles est soumis à la délivrance d'une autorisation par le Gouvernement.

Lorsque le transfert est envisagé depuis la Région wallonne, l'analyse de la demande se fait sur base des critères suivants :

1° la vérification du fait que la personne effectuant le transfert depuis la Région wallonne est habilitée à disposer de l'arme ou des armes civile(s) concernée(s);

2° l'existence d'un document provenant des autorités du pays de destination par lequel elles autorisent ce transfert à être effectué.

Lorsque le transfert est envisagé vers la Région wallonne, l'analyse de la demande se fait sur base des critères suivants :

1° la vérification du fait que la personne en Région wallonne à laquelle ce transfert est destiné est habilitée à disposer de l'arme ou des armes civile(s) concernée(s);

2° le fait que le transfert ne constitue en rien un risque pour la sécurité ou l'ordre public en Région wallonne.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les chasseurs et les tireurs sportifs peuvent détenir sans autorisation préalable une ou plusieurs armes civiles pendant un voyage à travers deux Etats membres ou plus, en vue de pratiquer leurs activités, à condition qu'ils soient en possession de la carte européenne d'arme à feu visée au point 4 de l'article 1^{er} de la Directive et qu'ils soient en mesure d'établir la raison de leur voyage, notamment en présentant une invitation ou tout autre document attestant de leurs activités de chasse ou de tir sportif dans l'Etat membre de destination.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, le Gouvernement peut octroyer aux armuriers, au sens de la loi réglant des activités économiques et individuelles avec des armes du 8 juin 2006, un agrément leur permettant d'effectuer des transferts d'armes civiles vers un armurier établi dans un autre Etat membre sans autorisation spécifique pour chaque transfert. L'agrément est délivré pour une durée de maximum deux ans renouvelable. Chaque transfert effectué sur base de cet agrément est notifié préalablement.

Titre III. — Dispositions transposant la Directive 2009/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 simplifiant les conditions de transfert de produits liés à la défense dans la Communauté

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Art. 5. Le présent titre transpose la Directive 2009/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 simplifiant les conditions de transfert de produits liés à la défense dans la Communauté.

Art. 6. Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par :

1° « produits liés à la défense » : produits, y compris leurs composants et technologies de la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne, selon la dernière version de la liste visée à l'annexe de la directive et publiée dans le *Journal officiel de l'Union européenne*;

2° « fournisseur » : la personne physique ou morale qui est légalement responsable d'un transfert de produits liés à la défense;

3° « destinataire » : la personne physique ou morale qui est légalement responsable de la réception d'un transfert de produits liés à la défense;

4° « entreprise destinataire » : personne morale, ayant son siège social en Région wallonne, qui fabrique des produits liés à la défense, finis ou partiellement finis, consistant en des composants ou des systèmes ou sous-systèmes acquis auprès de tiers;

5° « licence de transfert » : l'autorisation délivrée par le Gouvernement qui permet à un fournisseur de transférer des produits liés à la défense à un destinataire situé dans un autre Etat membre de l'Union européenne;

6° « transfert » : toute transmission ou mouvement d'un produit lié à la défense d'un fournisseur situé dans un Etat membre de l'Union européenne vers un destinataire situé dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

CHAPITRE II. — Les licences de transfert

Art. 7. Les opérations de transfert sont soumises à la délivrance d'une licence de transfert.

Art. 8. § 1^{er}. Des licences individuelles de transfert, des licences générales de transfert et des licences globales de transfert sont délivrées par le Gouvernement pour le transfert de produits liés à la défense, après une analyse de la demande au regard notamment des risques créés par l'opération en ce qui concerne la sauvegarde des droits de l'homme, de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

§ 2. On distingue entre les licences individuelles de transfert, les licences générales de transfert et les licences globales de transfert :

1° les licences générales de transfert autorisent directement les fournisseurs établis sur le territoire de la Région wallonne, qui respectent les conditions indiquées dans la licence générale de transfert, à effectuer des transferts de produits liés à la défense, spécifiés dans la licence générale de transfert, à une ou plusieurs catégories de destinataires situés dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

Le Gouvernement publie les licences générales de transfert, dans les cas et selon les modalités qu'il détermine. Il arrête également les modalités de l'enregistrement des fournisseurs en tant qu'utilisateur d'une licence générale de transfert.

Les licences générales de transfert sont publiées lorsque :

a) le destinataire fait partie des forces armées d'un Etat membre ou d'un pouvoir adjudicateur dans le domaine de la défense, qui réalise des achats dans un but exclusif d'utilisation par les forces armées d'un Etat membre;

b) le destinataire est une entreprise certifiée;

c) le transfert est effectué à des fins de démonstration, d'évaluation ou d'exposition;

d) le transfert est effectué à des fins d'entretien et de réparation, si le destinataire est le fournisseur d'origine des produits liés à la défense.

Le Gouvernement peut étendre la liste des cas dans lesquels une licence générale de transfert peut être publiée.

Lorsque le Gouvernement participe à un programme de coopération intergouvernementale concernant le développement, la fabrication ou l'utilisation d'un ou plusieurs produits liés à la défense, il peut publier une licence générale de transfert pour ces transferts vers d'autres Etats membres participant audit programme qui sont nécessaires à la réalisation de celui-ci;

2° les licences globales de transfert sont délivrées à la demande de fournisseurs individuels et autorisent les transferts de produits liés à la défense au profit de destinataires situés dans un ou plusieurs autres Etats membres.

Dans chaque licence globale de transfert, le Gouvernement spécifie les produits ou catégories de produits liés à la défense auxquels la licence globale de transfert s'applique ainsi que les destinataires autorisés.

Une licence globale de transfert est délivrée pour une période de trois ans à compter de la date de son envoi à son bénéficiaire; elle peut être renouvelée autant de fois que nécessaire;

3° les licences individuelles de transfert pour les opérations qui ne répondent pas aux conditions reprises aux points 1° et 2° ci-dessus.

Une licence individuelle de transfert autorise le fournisseur à transférer en une ou plusieurs expéditions une quantité spécifiée de produits liés à la défense à un destinataire spécifié.

Seule la licence individuelle de transfert est octroyée lorsque :

- la demande se limite à un seul transfert;

- cela est nécessaire pour la protection des intérêts essentiels de la Région wallonne ou pour des raisons d'ordre public;

- cela est nécessaire pour le respect des obligations et engagements internationaux de la Région wallonne;

- il existe de sérieuses raisons de croire que le fournisseur ne sera pas en mesure de remplir toutes les conditions nécessaires à l'obtention d'une licence globale de transfert.

§ 3. Le Gouvernement détermine les conditions des licences générales de transfert, des licences globales de transfert et des licences individuelles de transfert, y compris les éventuelles restrictions concernant l'exportation de produits liés à la défense, à des personnes physiques ou morales situées dans des pays tiers.

Il tient compte notamment des risques créés par l'opération en ce qui concerne la sauvegarde des droits de l'homme, de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

CHAPITRE III. — *Exemption de licence de transfert*

Art. 9. Le Gouvernement peut exempter le transfert de l'obligation de disposer d'une licence si :

- 1° le fournisseur ou le destinataire est une institution publique ou fait partie des forces armées;
- 2° les livraisons sont effectuées par l'Union européenne, l'OTAN, l'AIEA ou d'autres organisations intergouvernementales aux fins de l'exécution leurs missions;
- 3° le transfert est nécessaire pour la mise en œuvre d'un programme de coopération en matière d'armements avec un autre Etat membre de l'Union européenne;
- 4° le transfert est lié à l'aide humanitaire en cas de catastrophe, ou réalisé en tant que don dans le contexte d'une situation d'urgence;
- 5° le transfert est nécessaire à des fins de réparation, d'entretien, d'exposition ou de démonstration, ou après ces opérations.

CHAPITRE IV. — *Certification des entreprises destinataires de produits liés à la défense*

Art. 10. Le Gouvernement organise la certification des entreprises destinataires de produits liés à la défense, ayant leur siège social sur le territoire de la Région wallonne, au titre de licences générales de transfert publiées par d'autres Etats membres.

La certification établit la fiabilité de l'entreprise destinataire, en particulier par rapport à sa capacité à respecter les restrictions à l'exportation de produits liés à la défense au titre d'une licence générale de transfert d'un autre Etat membre de l'Union européenne. La fiabilité d'une entreprise est évaluée sur la base des critères suivants :

- l'expérience démontrée en matière d'activités de défense en tenant compte notamment du respect par l'entreprise des restrictions à l'exportation, de toute décision de justice à cet égard, de toute autorisation concernant la production ou la commercialisation de produits liés à la défense et de l'emploi de personnel d'encadrement expérimenté;
- l'activité industrielle pertinente dans le domaine des produits liés à la défense, dans l'Union européenne et notamment la capacité d'intégration des systèmes et sous-systèmes;
- la désignation d'un membre de l'encadrement supérieur en tant qu'administrateur personnellement responsable des transferts et des exportations;
- l'engagement écrit de l'entreprise, signé par l'administrateur visé au troisième tiret, de prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter et appliquer l'ensemble des conditions particulières concernant l'utilisation finale et l'exportation de tout composant ou produit spécifique reçu;
- l'engagement écrit de l'entreprise, signé par l'administrateur visé au troisième tiret, de faire diligence pour communiquer aux autorités compétentes des informations détaillées en réponse aux demandes et questions qui leur seraient adressées concernant les utilisateurs finaux ou l'utilisation finale de tous produits liés à la défense exportés transférés ou reçus par l'entreprise au titre d'une licence d'exportation ou d'une licence individuelle de transfert d'un autre Etat membre;
- la description, contresignée par l'administrateur visé au troisième tiret, du programme interne de conformité ou du système de gestion des exportations mis en œuvre dans l'entreprise. Cette description détaille les ressources humaines, organisationnelles et techniques affectées à la gestion et des exportations, la chaîne des responsabilités dans l'entreprise, les procédures de vérification interne, les mesures de sensibilisation et de formation du personnel, les mesures de sécurité physiques et techniques, la tenue de registres et la traçabilité des exportations.

Art. 11. Le certificat mentionne au moins les informations suivantes :

- 1° le fait qu'il a été délivré par la Région wallonne;
- 2° le nom et l'adresse du destinataire;
- 3° une déclaration concernant la conformité du destinataire par rapport aux critères énoncés à l'article 10;
- 4° la date de délivrance et la durée de validité du certificat; celle-ci ne peut être supérieure à cinq ans.

La conformité du destinataire par rapport aux critères énoncés à l'article 10 ainsi qu'à toute condition spécifiée dans le certificat est vérifiée tous les trois ans par le Gouvernement.

Lorsque les critères visés à l'article 10 ne sont plus remplis, le Gouvernement prend les mesures qui s'imposent et peut notamment suspendre ou révoquer le certificat, selon les modalités qu'il détermine.

CHAPITRE V. — *L'obligation d'information*

Art. 12. § 1^{er}. Les fournisseurs informent les destinataires des conditions dont est assortie la licence de transfert, y compris les restrictions concernant l'utilisation finale ou l'exportation des produits liés à la défense.

§ 2. Les fournisseurs informent, dans un délai raisonnable, le Gouvernement de leur intention d'utiliser une licence générale de transfert pour la première fois. Le Gouvernement détermine la procédure et les informations à fournir dans ce cadre.

§ 3. Les fournisseurs tiennent des registres détaillés et complets de leurs transferts. Ces registres contiennent des documents commerciaux faisant apparaître les informations suivantes :

- 1° la description du produit lié à la défense et sa référence dans la liste visée à l'article 6, 1°;
- 2° la quantité et la valeur du produit lié à la défense;
- 3° les dates de transfert;
- 4° les nom et adresse du destinataire;
- 5° l'utilisation finale et l'utilisateur final du produit lié à la défense, s'ils sont connus;
- 6° la preuve établissant que le destinataire des produits liés à la défense a bien été informé de la restriction à l'exportation dont la licence de transfert est assortie.

Le Gouvernement peut compléter ou préciser les données qui doivent figurer dans les registres mentionnés à l'alinéa 1^{er}.

Les fournisseurs conservent ces registres pendant dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle le transfert a eu lieu. Ils communiquent au Gouvernement, au moins une fois par an ou à la demande de celui-ci, les informations contenues dans ces registres.

Titre IV. — *Autres dispositions***Art. 13.** Définitions

Pour l'application du présent titre, on entend par :

1° « importation, exportation et transit » : les opérations considérées comme telles pour l'application de la législation douanière;

2° « produits liés à la défense » : produits considérés comme armes, munitions ou matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et technologie y afférente en application d'une liste dressée par le Gouvernement;

3° « Certificat International d'Importation (CII) » : le document émanant du Gouvernement ou de son délégué certifiant à un pays exportateur qu'une importation potentielle de produits liés à la défense est autorisée en Région wallonne;

4° « Certificat de Vérification des Livraisons (CVL) » : le document émanant du Gouvernement ou de son délégué confirmant à un pays exportateur l'arrivée en Région wallonne de produits liés à la défense dont le pays exportateur a autorisé l'exportation;

5° « certificat d'utilisateur final » (CUF) : le document authentifié par les autorités du pays d'importation permettant d'identifier de manière précise les produits liés à la défense faisant l'objet d'une exportation ou d'un transit, leur destinataire et garantissant aux autorités du pays d'exportation que les produits liés à la défense ne seront pas réexportés sans l'autorisation préalable et expresse du pays d'exportation;

6° « fournisseur » : la personne physique ou morale qui est légalement responsable d'une exportation, d'une importation, ou d'un transit de produits liés à la défense;

7° « destinataire » : la personne physique ou morale qui est légalement responsable de la réception d'une exportation, d'une importation, ou d'un transit de produits liés à la défense;

8° « embargo » : la décision d'interruption complète ou partielle des relations économiques avec un état tiers concernant les armes, émanant soit du Conseil de l'Union européenne, soit du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, soit de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE);

9° « licence d'exportation, d'importation ou de transit » : l'autorisation individuelle délivrée par le Gouvernement ou son délégué, permettant l'exportation, l'importation ou le transit, de ou vers un pays non membre de l'Union européenne, de produits liés à la défense.

CHAPITRE 1^{er}. — *Les licences*Section 1^{re}. — *Les licences d'exportation hors-UE*

Art. 14. § 1^{er}. Le Gouvernement délivre les licences en vue de l'exportation vers un pays qui n'est pas membre de l'Union européenne de produits liés à la défense sur la base d'une procédure qu'il détermine.

Les demandes d'exportation sont rejetées après examen au regard des critères suivants, basés sur la Position commune 2008/944/PESC du Conseil du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires :

1. Premier critère : respect des obligations et des engagements internationaux de la Wallonie et de la Belgique, en particulier des sanctions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies ou l'Union européenne, des accords en matière, notamment, de non-prolifération, ainsi que des autres obligations internationales.

Une licence d'exportation est refusée si elle est incompatible avec, entre autres :

a) les obligations internationales de la Belgique et les engagements pris d'appliquer les embargos sur les armes décrétés par les Nations unies, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe;

b) les obligations internationales incombant à la Belgique et de la Région wallonne au titre du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de la convention sur les armes biologiques et à toxines et de la convention sur les armes chimiques;

c) l'engagement pris par la Belgique et de la Région wallonne de n'exporter aucun type de mine terrestre antipersonnel;

d) les engagements que la Belgique a pris dans le cadre du groupe Australie, du régime de contrôle de la technologie des missiles, du comité Zangger, du groupe des fournisseurs nucléaires, de l'arrangement de Wassenaar et du code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques.

Le Gouvernement refuse la licence d'exportation lorsqu'il apparaît que l'exportation contreviendrait gravement aux intérêts extérieurs de la Belgique ou aux objectifs internationaux que poursuit la Belgique;

2. Deuxième critère : respect des droits de l'homme dans le pays de destination finale et respect du droit humanitaire international par ce pays.

Après avoir évalué l'attitude du pays destinataire à l'égard des principes énoncés en la matière dans les instruments internationaux concernant les droits de l'homme, le Gouvernement :

a) refuse la licence d'exportation s'il existe un risque manifeste que la technologie ou les équipements militaires dont l'exportation est envisagée servent à la répression interne ou s'il existe suffisamment d'indications à l'égard d'un pays destinataire donné que l'exportation y contribuera à une violation flagrante des droits de l'homme ou lorsqu'il est établi que des enfants-soldats sont alignés dans l'armée régulière;

b) fait preuve, dans chaque cas et en tenant compte de la nature de la technologie ou des équipements militaires en question, d'une prudence toute particulière en ce qui concerne la délivrance de licences aux pays où de graves violations des droits de l'homme ont été constatées par les organismes compétents des Nations unies, par l'Union européenne ou par le Conseil de l'Europe.

A cette fin, la technologie ou les équipements susceptibles de servir à la répression interne comprennent, notamment, la technologie ou les équipements pour lesquels il existe des preuves d'utilisation, par l'utilisateur final envisagé, de ceux-ci ou d'une technologie ou d'équipements similaires à des fins de répression interne ou pour lesquels il existe des raisons de penser que la technologie ou les équipements seront détournés de leur utilisation finale déclarée ou de leur utilisateur final déclaré pour servir à la répression interne.

La nature de la technologie ou des équipements sera examinée avec attention, en particulier si ces derniers sont destinés à des fins de sécurité interne. La répression interne comprend, entre autres, la torture et autres traitements ou châtiments cruels, inhumains et dégradants, les exécutions sommaires ou arbitraires, les disparitions, les détentions

arbitraires et les autres violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales que mentionnent les instruments internationaux pertinents en matière de droits de l'homme, dont la déclaration universelle des droits de l'homme et le pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Après avoir évalué l'attitude du pays destinataire à l'égard des principes énoncés en la matière dans les instruments du droit humanitaire international, le Gouvernement;

c) refuse la licence d'exportation s'il existe un risque manifeste que la technologie ou les équipements militaires dont l'exportation est envisagée servent à commettre des violations graves du droit humanitaire international;

3. Troisième critère : situation intérieure dans le pays de destination finale (existence de tensions ou de conflits armés).

Le Gouvernement refuse la licence d'exportation de technologie ou d'équipements militaires susceptibles de provoquer ou de prolonger des conflits armés ou d'aggraver des tensions ou des conflits existants ou en cas de guerre civile dans le pays de destination finale;

4. Quatrième critère : préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales.

Le Gouvernement refuse la licence d'exportation s'il existe un risque manifeste que le destinataire envisagé utilise la technologie ou les équipements militaires dont l'exportation est envisagée de manière agressive contre un autre pays ou pour faire valoir par la force une revendication territoriale. Lorsqu'il examine ces risques, le Gouvernement tient compte notamment des éléments suivants :

a) l'existence ou la probabilité d'un conflit armé entre le destinataire et un autre pays;

b) une revendication sur le territoire d'un pays voisin que le destinataire a, par le passé, tenté ou menacé de faire valoir par la force;

c) la probabilité que la technologie ou les équipements militaires soient utilisés à des fins autres que la sécurité et la défense nationales légitimes du destinataire;

d) la nécessité de ne pas porter atteinte de manière significative à la stabilité régionale;

5. Cinquième critère : sécurité nationale de la Belgique et de la Région wallonne et des territoires dont les relations extérieures relèvent de leur responsabilité, ainsi que celle des pays amis ou alliés.

Le Gouvernement tient compte des éléments suivants :

a) l'incidence potentielle de la technologie ou des équipements militaires dont l'exportation est envisagée sur leurs intérêts en matière de défense et de sécurité ainsi que ceux d'Etats membres de l'Union européenne et ceux de pays amis ou alliés, tout en reconnaissant que ce facteur ne saurait empêcher la prise en compte des critères relatifs au respect des droits de l'homme ainsi qu'à la paix, la sécurité et la stabilité régionales;

b) le risque de voir la technologie ou les équipements militaires concernés employés contre leurs forces ou celles d'Etats membres de l'Union européenne et celles de pays amis ou alliés;

6. Sixième critère : comportement du pays acheteur à l'égard de la communauté internationale et, notamment, son attitude envers le terrorisme, la nature de ses alliances et le respect du droit international.

Le Gouvernement tient compte, entre autres, des antécédents du pays acheteur dans les domaines suivants :

a) le soutien ou l'encouragement qu'il apporte au terrorisme et à la criminalité organisée internationale;

b) le respect de ses engagements internationaux, notamment en ce qui concerne le non-recours à la force, et du droit humanitaire international;

c) son engagement en faveur de la non-prolifération et d'autres domaines relevant de la maîtrise des armements et du désarmement, en particulier la signature, la ratification et la mise en œuvre des conventions pertinentes en matière de maîtrise des armements et de désarmement visées au point *b)* du premier critère;

7. Septième critère : existence d'un risque de détournement de la technologie ou des équipements militaires dans le pays acheteur ou de réexportation de ceux-ci dans des conditions non souhaitées.

Lors de l'évaluation de l'incidence de la technologie ou des équipements militaires dont l'exportation est envisagée sur le pays destinataire et du risque de voir cette technologie ou ces équipements détournés vers un utilisateur final non souhaité ou en vue d'une utilisation finale non souhaitée, il est tenu compte des éléments suivants :

a) les intérêts légitimes du pays destinataire en matière de défense et de sécurité nationale, y compris sa participation éventuelle à des opérations de maintien de la paix des Nations unies ou d'autres organisations;

b) la capacité technique du pays destinataire d'utiliser cette technologie ou ces équipements;

c) la capacité du pays destinataire d'exercer un contrôle effectif sur les exportations;

d) le risque de voir cette technologie ou ces équipements réexportés vers des destinations non souhaitées et les antécédents du pays destinataire en ce qui concerne le respect de dispositions en matière de réexportation ou de consentement préalable à la réexportation que l'Etat membre exportateur juge opportun d'imposer;

e) le risque de voir cette technologie ou ces équipements détournés vers des organisations terroristes ou des terroristes;

f) le risque de rétrotechnologie ou de transfert de technologie non intentionnel;

8. Huitième critère : compatibilité des exportations de technologie ou d'équipements militaires avec la capacité technique et économique du pays destinataire, compte tenu du fait qu'il est souhaitable que les Etats répondent à leurs besoins légitimes de sécurité et de défense en consacrant un minimum de ressources humaines et économiques aux armements.

Le Gouvernement examine, à la lumière des informations provenant de sources autorisées telles que les rapports du Programme des Nations unies pour le développement, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation de coopération et de Développement économiques, si le projet d'exportation risque de compromettre sérieusement le développement durable du pays destinataire. A cet égard, il examine les niveaux comparatifs des dépenses militaires et sociales du pays destinataire, en tenant également compte d'une éventuelle aide de l'Union européenne ou d'une éventuelle aide bilatérale.

§ 2. Les licences d'exportation ont une durée de validité de dix-huit mois. Elles peuvent être renouvelées autant de fois que nécessaire en vue de l'exécution du contrat pour lequel la licence initiale a été accordée.

Section 2. — Les licences d'importation depuis l'hors-UE et les certificats internationaux d'importation

Art. 15. § 1^{er}. Des licences d'importation peuvent être délivrées par le Gouvernement pour l'importation en Région wallonne de produits liés à la défense.

L'analyse de la demande se fait sur base des critères suivants :

1° la vérification du fait que la personne en Région wallonne à laquelle cette importation est destinée est habilitée à disposer des produits liés à la défense concernés;

2° le fait que l'importation ne constitue en rien un risque pour la sécurité ou l'ordre public en Région wallonne.

Les licences d'importation ont une durée de validité de dix-huit mois. Elles peuvent être renouvelées autant de fois que nécessaire en vue de l'exécution du contrat pour lequel la licence initiale a été accordée.

§ 2. Lorsque les autorités du pays d'où proviennent les produits liés à la défense le demandent, le Gouvernement peut délivrer un certificat international d'importation certifiant au pays exportateur qu'une importation potentielle de produits liés à la défense est autorisée en Région wallonne.

Après livraison, un certificat de vérification des livraisons peut également être délivré aux autorités compétentes du pays d'où sont exportés ces produits si ces autorités en font la demande.

Section 3. — Les licences de transit depuis et vers l'hors-UE

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement peut délivrer des licences pour le transit de produits liés à la défense au bénéfice d'une entreprise dont le siège social est établi en Région wallonne, après une analyse de la demande sur base des critères visés à l'article 14, § 1^{er}.

Les licences de transit ont une durée de validité de dix-huit mois. Elles peuvent être renouvelées autant de fois que nécessaire en vue de l'exécution du contrat pour lequel la licence initiale a été accordée.

§ 2. Les produits liés à la défense doivent, préalablement à l'octroi d'une licence de transit, avoir fait l'objet d'un document officiel justifiant le mouvement, provenant d'au moins d'un des pays parties à la transaction et en vertu duquel la Région wallonne n'est pas le destinataire final.

CHAPITRE II. — L'information préalable et l'interdiction de production de certains composants spécifiques ou de la réalisation de certaines opérations spécifiques avant l'obtention de la licence

Art. 17. § 1^{er}. Une procédure obligatoire d'information écrite et confidentielle au Gouvernement par l'entreprise est applicable aux cas suivants :

1° la première demande d'exportation d'une entreprise, pour une catégorie de matériel déterminé et vers un destinataire déterminé dans un pays ayant été soumis à un embargo qui a pris fin moins de douze ans avant l'introduction de la demande, excepté si ce pays devient un membre de l'OTAN, obtient le statut de candidat à l'Union européenne ou s'inscrit dans un processus de stabilisation et d'association;

2° la première demande d'exportation d'une entreprise, pour une catégorie de matériel déterminé et vers un destinataire déterminé dans un pays avec lequel l'Union européenne n'a pas lancé de processus de stabilisation et d'association, qui n'est membre, ni de l'OTAN, ni de l'Espace économique européen, ni de l'OCDE, et vers lequel la valeur cumulée des licences octroyées dans les six dernières années est inférieure à 350.000 euros;

3° la première demande d'exportation d'une entreprise, pour une catégorie de matériel déterminé et vers un destinataire déterminé lorsque le Gouvernement a refusé à cette entreprise l'octroi d'une licence vers le même destinataire au cours des deux années civiles complètes précédant l'introduction de la demande;

4° la première demande d'exportation d'une entreprise, pour une catégorie de matériel déterminé et vers un destinataire déterminé dans un pays au sein duquel un coup d'État a eu lieu au cours des deux années civiles complètes précédant la demande.

Le Gouvernement arrête la notion de coup d'État.

Cette information préalable doit parvenir au Gouvernement au plus tard trente jours avant la signature du contrat envisagé par l'entreprise. De l'accord du Gouvernement, ce délai peut être raccourci lorsque l'entreprise justifie le fait que la conclusion du contrat serait gravement compromise par le respect du délai de trente jours.

L'information préalable porte sur le pays, le type de destinataire et sur la catégorie de matériel concernés par le contrat envisagé; dans le cas d'une personne de droit public, elle porte également sur le département concerné et dans le cas d'une personne de droit privé, elle porte également sur l'identité de cette personne.

§ 2. Une entreprise ne peut entamer aucune mise en production d'un matériel spécifique à l'une des demandes d'exportation visée au § 1^{er}, soit avant l'obtention de la licence d'exportation, soit avant l'expiration d'un délai équivalent au double de la durée ordinaire d'instruction du dossier telle qu'elle sera fixée par le Gouvernement. Le Gouvernement peut notifier à l'entreprise que ce dernier délai est prolongé pour la durée qu'il indique.

Par la mise en production d'un matériel spécifique à la demande d'exportation visée au § 1^{er}, on entend :

1° la mise en production d'un composant inédit réalisé à la seule fin de la demande concernée;

2° la réalisation d'une opération technique spécifique, dont le marquage, l'assemblage ou la programmation informatique, qui aboutit à une personnalisation irréversible spécifique à la demande d'exportation.

Titre V. — Dispositions générales et finales

CHAPITRE I^{er}. — De la limitation, de la suspension et du retrait des licences

Art. 18. En cas de non-respect du présent décret, de ses arrêtés d'exécution ou d'une des conditions spécifiées dans la licence, ou lorsque cela se justifie pour des raisons de protection des intérêts essentiels de la Région wallonne et de la Belgique, d'ordre public ou de sécurité publique, en cas d'éléments nouveaux, en cas de situation régionale ou mondiale de crise, le Gouvernement peut suspendre, retirer une licence ou en limiter les effets.

CHAPITRE II. — De la Commission d'avis

Art. 19. § 1^{er}. Il est créé une « Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes », chargée de formuler, à la demande du Gouvernement ou d'initiative, des avis motivés et confidentiels à la seule attention du Gouvernement dans le cadre de l'analyse des demandes d'exportation de produits liés à la défense.

Ces avis sont émis sur la base d'une analyse géostratégique, éthique et économique des dossiers qui lui sont soumis.

Dans ses avis, la Commission recherche d'abord à exprimer son avis par la voie du consensus.

A défaut de consensus, l'avis de la Commission reflète les éventuels avis minoritaires.

S'il y a un vote, un membre peut demander que le vote soit secret. En toute hypothèse, l'avis de la Commission indique le nombre de voix qu'obtient chaque proposition.

§ 2. Le Gouvernement détermine le siège de cette Commission et arrête les modalités de son fonctionnement.

CHAPITRE III. — *Sanctions*

Art. 20. § 1^{er}. Constituent des infractions aux dispositions du présent décret :

1^o le fait, sans autorisation ou licence valable, ou en méconnaissance de celles-ci, de transférer, d'importer, d'exporter ou de faire passer en transit ou de tenter de transférer, d'importer, d'exporter ou de faire passer en transit des produits liés à la défense;

2^o le fait de transférer, d'importer, d'exporter ou de faire passer en transit ou de tenter de transférer, d'importer, d'exporter ou de faire passer en transit des produits liés à la défense dont le transfert, l'importation, l'exportation et le transit sont interdits en vertu du présent décret et de ses mesures d'exécution;

3^o le fait de fournir frauduleusement des informations inexactes ou incomplètes en vue d'obtenir des autorisations et licences ou de s'abstenir frauduleusement de fournir les informations et documents requis en exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Les infractions visées au § 1^{er} sont punies d'une peine d'emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 10.000 euros à 100.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

En cas de récidive, les peines sont doublées.

§ 3. En cas de violation de l'article 17, la licence qui aurait été délivrée est suspendue de plein droit et le Gouvernement peut prononcer une sanction pouvant aller jusqu'au retrait de la licence et à une amende administrative d'un montant maximum équivalent à un tiers du montant du contrat, ou à une de ces peines seulement. La violation de l'article 17 peut également entraîner une interdiction d'introduire une nouvelle demande de licence vers le pays concerné pour une période pouvant aller jusqu'à dix-huit mois.

CHAPITRE IV. — *Dispositions diverses*

Art. 21. § 1^{er}. Les certificats et les licences visés par le présent décret ne constituent pas des actes administratifs au sens et pour l'application du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration.

Ces certificats et licences mentionnés au présent décret ne sont également pas des actes administratifs au sens et pour l'application de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

§ 2. Les avis rendus par la Commission ne constituent pas des actes administratifs au sens et pour l'application du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration et ne peuvent en outre, être communiqués à une autre autorité que le Gouvernement.

Art. 22. Toute personne intervenant dans les procédures organisées par ou vertu du présent décret doit faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont elle a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur elle ne peut être déliée de cette obligation de discrétion professionnelle que par décision expresse de l'autorité dont elle dépend.

Art. 23. Les importateurs, exportateurs et transitaires, ainsi que les membres de leur personnel et toute personne concernée ou susceptible de l'être, directement ou indirectement, par l'importation, l'exportation ou le transit de produits liés à la défense, sont tenus de fournir, à la demande des autorités compétentes, les informations et les documents, la correspondance et toute autre pièce, sous quelque forme que ce soit, permettant de vérifier si le présent décret et ses arrêtés d'exécution ont été respectés; les informations recueillies ne peuvent être utilisées qu'à cette fin.

Art. 24. Le Gouvernement remet annuellement au Parlement wallon rapport sur l'application du présent décret.

Ce rapport comprend les éléments suivants :

- l'évolution des exportations et transferts;
- une analyse du commerce mondial et européen en matière d'armements;
- les données relatives aux transferts, exportations, importations et transits de, vers et par la Région wallonne;
- les problèmes particuliers qui se sont posés;
- les pays de destination pour les licences d'exportation refusées;
- les pays concernés par les licences de transit refusées;
- les précisions portant sur le matériel exporté sur base des catégories ML de la liste visée à l'article 6, 1^o;
- les éventuelles modifications de la réglementation et des procédures en Belgique;
- les initiatives internationales et européennes, notamment en application de la position commune du Conseil 2008/944/PESC définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires.

Dans le rapport visé, un chapitre distinct sera consacré à l'exportation de produits liés à la défense qui visent, dans le pays de destination, au développement de la capacité de production pour l'armement, les munitions et le matériel spécialement destiné à un usage militaire.

Le rapport susvisé comportera en outre un chapitre distinct consacré au suivi du respect des dispositions du présent décret concernant le détournement des produits liés à la défense concernés à l'intérieur des pays de destination et le respect de la clause de non-réexportation.

Sans préjudice de l'article 21, § 2, le rapport annuel mentionne les raisons de politique générale qui ont conduit le Gouvernement à s'écarter de l'avis de la Commission.

En outre, le Gouvernement fournira tous les six mois un rapport concernant les licences accordées et refusées pour les produits relevant du présent décret, avec, pays par pays, le montant total et le nombre de licences réparties par catégorie de destination et par catégorie d'armes, munitions, matériel et produits.

Le Gouvernement informe le Parlement des modifications apportées aux arrêtés et aux circulaires qui sont prises en exécution du présent décret, dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des dispositions précitées, il sera veillé à ce qu'aucune information préjudiciable aux entreprises concernées, dont les données commerciales, ne soit communiquée.

Art. 25. Conformément à la législation de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements, le Gouvernement notifiera au groupe de travail sur l'exportation des armes conventionnelles « COARM » les refus, les révocations et les suspensions de licences.

Avant d'accorder une licence pour une transaction globalement identique à une transaction qui a été refusée par un ou plusieurs autres Etats membres au cours des trois dernières années, et que l'Etat membre ou les Etats membres ont communiqué officiellement, le Gouvernement consultera ce(s) dernier(s). Si, après consultation, le Gouvernement décide néanmoins d'accorder une licence, il en informera l'Etat membre ou les Etats membres ayant refusé l'exportation antérieure. Le caractère confidentiel des refus et des consultations visés ci-dessus doit être préservé.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 26. Les articles du titre II de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation, au transit et à la lutte contre le trafic d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente, les articles du titre III de la même loi pour ce qui concerne les opérations d'importation, d'exportation, de transit ou de transfert d'armes civiles ou de produits liés à la défense soumises à autorisation ou licence en application du présent décret, ainsi que l'article 17 de la même loi sont abrogés.

Art. 27. L'agrément octroyé par le Ministre fédéral de la Justice en application de la loi du 25 août 1991 sera utilisé pour la certification des entreprises jusqu'à la fin de la période transitoire qui sera prévue dans l'arrêté du Gouvernement visé à l'article 10. Au terme de cette période, la certification se fera uniquement en application des dispositions de cet arrêté.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 21 juin 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement wallon, 614 (2011-2012) N^{os} 1 à 34.

Compte rendu intégral, séance plénière du 20 juin 2012.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1963

[2012/203690]

**21. JUNI 2012 — Dekret über die Einfuhr, die Ausfuhr,
die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Titel I — Einleitende Bestimmung

Artikel 1 - § 1. Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf die Einfuhren, die Ausfuhren oder die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern in die Wallonische Region oder aus der Wallonischen Region sowie auf die Durchfuhr von Verteidigungsgütern über die Wallonische Region.

Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf die Einfuhren, die Ausfuhren oder die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern in die Wallonische Region oder aus der Wallonischen Region sowie auf die Durchfuhr von Verteidigungsgütern über die Wallonische Region.

§ 2. Die Verbringung von Verteidigungsgütern und zivilen Waffen in das Großherzogtum Luxemburg und die Niederlande unterliegen keiner Lizenz oder Genehmigung.

Titel II — Bestimmungen zur Umsetzung der Richtlinie 91/477/EWG des Rates vom 18. Juni 1991 über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Waffen, geändert durch die Richtlinie 2008/51/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Mai 2008 zur Änderung der Richtlinie 91/477/EWG des Rates über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Waffen

Art. 2 - Durch den vorliegenden Titel werden die Artikel 11, 13, 13bis und 14 der Richtlinie 91/477/EWG des Rates vom 18. Juni 1991 über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Waffen, geändert durch die Richtlinie 2008/51/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Mai 2008 zur Änderung der Richtlinie 91/477/EWG des Rates über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Waffen umgesetzt.

Art. 3 - Begriffsbestimmungen

Für die Anwendung des vorliegenden Titels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Richtlinie": die Richtlinie 91/477/EWG des Rates vom 18. Juni 1991 über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Waffen, geändert durch die Richtlinie 2108/51/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Mai 2008 zur Änderung der Richtlinie 91/477/EWG des Rates über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Waffen;

2° "zivile Waffe": Feuerwaffen im Sinne von Artikel 1, Punkt 1 der Richtlinie, die nicht zu militärischen oder paramilitärischen Zwecken verwendet werden, mit Ausnahme der vollautomatischen Feuerwaffen und der Feuerwaffen mit einem Kaliber, das von der Ständigen Internationalen Kommission zur Prüfung von Handfeuerwaffen als militärisch eingestuft worden ist, sowie deren Ersatzteile, Munition und Einzelteile;

3° "Verbringung": Jede Lieferung oder Beförderung einer zivilen Waffe von einer Person, die sich in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union befindet, an eine bzw. zu einer Person, die sich in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union befindet.

Art. 4 - Die Genehmigung der Verbringungen

§ 1. Die Verbringung ziviler Waffen unterliegt der Erteilung einer Genehmigung durch die Regierung.

Wird die Verbringung aus der Wallonischen Region beabsichtigt, so erfolgt die Prüfung des Antrags auf der Grundlage folgender Kriterien:

1° Prüfung, ob die Person, die die Verbringung aus der Wallonischen Region durchführt, befugt ist, die betreffende(n) Waffe(n) zu besitzen;

2° Prüfung, ob ein Dokument der Behörden des Bestimmungslands vorliegt, durch das dieses die Durchführung der Verbringung genehmigt.

Wird die Verbringung in die Wallonischen Region beabsichtigt, so erfolgt die Prüfung des Antrags auf der Grundlage folgender Kriterien:

1° Prüfung, ob die Person, die die Verbringung aus der Wallonischen Region durchführt, befugt ist, die betreffende(n) Waffe(n) zu besitzen;

2° die Tatsache, dass die Verbringung keinerlei Gefahr für die Sicherheit und die öffentliche Ordnung in der Wallonischen Region darstellt.

§ 2. Abweichend von § 1 können Jäger und Sportschützen, die durch zwei oder mehr Mitgliedstaaten reisen, um an einer Jagd teilzunehmen oder ihrem Sport nachzugehen, ohne vorherige Erlaubnis eine oder mehrere zivile Waffen mitführen, sofern sie den für diese Waffe(n) ausgestellten Europäischen Feuerwaffenpass laut Artikel 1, Punkt 4 der Richtlinie besitzen und den Grund ihrer Reise nachweisen können, z.B. durch Vorlage einer Einladung oder eines sonstigen Nachweises für ihre Jagdteilnahme oder für ihre Ausübung von Schießsport im Zielmitgliedstaat.

§ 3. Abweichend von § 1 ist die Regierung befugt, den Waffenhändlern im Sinne des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen eine Zulassung erteilen, die ihnen ermöglicht, zivile Waffen zu einem in einem anderen Mitgliedstaat ansässigen Waffenhändler zu verbringen, ohne dass sie für jede dieser Verbringungen über eine spezifische Genehmigung verfügen. Diese Genehmigung wird für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens zwei Jahren erteilt. Jede auf dieser Grundlage durchgeführte Verbringung wird vorher mitgeteilt.

Titel III — Bestimmungen zur Umsetzung der Richtlinie 2009/43/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Mai 2009 zur Vereinfachung der Bedingungen für die innergemeinschaftliche Verbringung von Verteidigungsgütern

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Art. 5 - Durch den vorliegenden Titel wird die Richtlinie 2009/43/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Mai 2009 zur Vereinfachung der Bedingungen für die innergemeinschaftliche Verbringung von Verteidigungsgütern umgesetzt.

Art. 6 - Für die Anwendung des vorliegenden Titels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Verteidigungsgüter": Güter, einschließlich ihrer Bestandteile und Technologien der Gemeinsamen Militärgüterliste der Europäischen Union nach der letzten Fassung der Liste, erwähnt in dem Anhang der Richtlinie und veröffentlicht im *Amtsblatt der Europäischen Union*;

2° "Lieferant": die juristische oder natürliche Person, die aus rechtlicher Sicht für eine Verbringung von Verteidigungsgütern verantwortlich ist;

3° "Empfänger": die juristische oder natürliche Person, die aus rechtlicher Sicht dafür verantwortlich ist, Verteidigungsgüter in Empfang zu nehmen;

4° "Empfängerunternehmen": Die juristische Person, deren Gesellschaftssitz sich in der Wallonischen Region befindet und die Verteidigungsgüter oder unvollständige Verteidigungsgüter herstellt, die aus von Dritten erworbenen Bauteilen und/oder Systemen und Teilsystemen bestehen;

5° "Verbringungslizenz": die einem Lieferanten von der Regierung erteilte Erlaubnis zur Lieferung von Verteidigungsgütern an einen Empfänger in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union;

6° "Verbringung": Jede Lieferung oder Beförderung eines Verteidigungsgutes von einem Lieferanten, der sich in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union befindet, an einen bzw. zu einem Empfänger, der sich in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union befindet.

KAPITEL II — Die Verbringungslizenzen

Art. 7 - Die Verbringungen unterliegen der vorherigen Genehmigung.

Art. 8. - § 1. Nach Prüfung des Antrags insbesondere unter Berücksichtigung der Risiken, die durch die Verbringung für den Schutz der Menschenrechte, den Frieden, die Sicherheit und die Stabilität entstehen können, erteilt die Regierung individuelle Verbringungslizenzen, allgemeine Verbringungslizenzen und globale Verbringungslizenzen für die Verbringung von Verteidigungsgütern.

§ 2. Hier wird unterschieden zwischen individuelle Verbringungslizenzen, allgemeine Verbringungslizenzen und globale Verbringungslizenzen:

1° Durch die allgemeinen Verbringungslizenzen wird Lieferanten mit Sitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region, die die entsprechenden Bedingungen erfüllen, die Erlaubnis erteilt, einer Kategorie oder mehreren Kategorien von Empfängern, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union ansässig sind, Verteidigungsgüter zu liefern, die in der Verbringungslizenz festzulegen sind.

Die Regierung veröffentlicht die allgemeinen Verbringungslicenzen in den von ihr festgelegten Fällen und nach den von ihr festgelegten Modalitäten. Sie legt zudem die Modalitäten für die Registrierung der Lieferanten als Nutzer einer allgemeinen Verbringungslicenz fest.

Die allgemeinen Verbringungslicenzen werden veröffentlicht, wenn:

- a) der Empfänger den Streitkräften eines Mitgliedstaats angehört oder als Auftraggeber im Bereich der Verteidigung handelt, der einen Erwerb für die ausschließliche Verwendung durch die Streitkräfte eines Mitgliedstaats tätigt;
- b) der Empfänger ein zertifiziertes Unternehmen ist;
- c) die Güter zum Zwecke von Vorführungen, Gutachten und Ausstellungen verbracht werden;
- d) die Güter zwecks Wartung und Reparatur verbracht werden und es sich bei dem Empfänger um den ursprünglichen Lieferanten der Verteidigungsgüter handelt.

Die Regierung ist befugt, die Liste der Fälle, in denen eine allgemeine Verbringungslicenz veröffentlicht werden kann, zu erweitern.

Beteiligt sich die Regierung an einem Programm zur zwischenstaatlichen Zusammenarbeit betreffend die Entwicklung, Herstellung und Verwendung eines Verteidigungsgutes oder mehrerer Verteidigungsgüter, so kann sie für diese Verbringungen zugunsten anderer teilnehmender Mitgliedstaaten eine allgemeine Verbringungslicenz veröffentlichen, wenn die Verbringungen zur Durchführung dieses Programms notwendig sind;

2° Die globalen Verbringungslicenzen werden einzelnen Lieferanten auf Antrag erteilt. Sie erlauben ihnen, Empfängern in einem oder mehreren anderen Mitgliedstaaten Verteidigungsgüter zu liefern.

Die Regierung legt in jeder globalen Verbringungslicenz die Verteidigungsgüter oder Gruppen von Verteidigungsgütern, für die sie gilt, und die zulässigen Empfänger fest.

Jede globale Verbringungslicenz wird für einen Zeitraum von drei Jahren ab dem Datum, an dem sie an den Empfänger gesandt wird, erteilt; sie kann so oft wie notwendig verlängert werden;

3° die individuellen Verbringungslicenzen für die Vorgänge, die nicht die unter den oben angeführten Punkten 1° und 2° erwähnten Bedingungen erfüllen.

Durch eine individuelle Verbringungslicenz wird dem Lieferanten erlaubt, einem Empfänger eine festgelegte Menge bestimmter Verteidigungsgüter in einer oder mehreren Sendungen zu liefern.

Die individuelle Verbringungslicenz wird nur dann erteilt, wenn:

- sich der Antrag auf eine einzige Verbringung bezieht;
- dies zur Wahrung der wesentlichen Sicherheitsinteressen der Wallonischen Region oder aus Gründen der öffentlichen Ordnung notwendig ist;
- dies erforderlich ist, damit die Wallonische Region ihre internationalen Verpflichtungen und Bindungen einhalten kann;
- ernsthafte Gründe zu der Annahme bestehen, dass der Lieferant nicht in der Lage sein wird, alle für die Erteilung einer globalen Verbringungslicenz erforderlichen Voraussetzungen und Bedingungen zu erfüllen.

§ 3. Die Regierung legt die Bedingungen für individuelle Verbringungslicenzen, allgemeine Verbringungslicenzen und globale Verbringungslicenzen fest, einschließlich etwaiger Beschränkungen der Ausfuhr von Verteidigungsgütern zu juristischen oder natürlichen Personen in Drittstaaten.

Dabei berücksichtigt sie insbesondere die durch die Verbringung entstehenden Risiken für den Schutz der Menschenrechte sowie von Frieden, Sicherheit und Stabilität.

KAPITEL III — Befreiung von der Verpflichtung der Verbringungslicenz

Art. 9 - Die Regierung ist befugt, Verbringungen von Verteidigungsgütern von der Verpflichtung der vorherigen Genehmigung zu befreien, wenn:

- 1° der Lieferant oder Empfänger eine Regierungsstelle oder ein Teil der Streitkräfte ist;
- 2° die Lieferungen von der Europäischen Union, der NATO, der IAEA oder anderen zwischenstaatlichen Organisationen in Erfüllung ihrer Aufgaben getätigt werden;
- 3° die Verbringung für die Umsetzung eines Rüstungskooperationsprogramms mit einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union erforderlich ist;
- 4° die Verbringung Teil humanitärer Hilfe in Katastrophenfällen ist oder als Schenkung in einer Notsituation erfolgt;
- 5° die Verbringung für bzw. im Anschluss an die Reparatur, Wartung, Ausstellung oder Vorführung notwendig ist.

KAPITEL IV — Zertifizierung der Empfängerunternehmen von Verteidigungsgütern

Art. 10 - Die Regierung organisiert die Zertifizierung der auf dem Gebiet der Wallonischen Region ansässigen Unternehmen, die Verteidigungsgüter beziehen, im Rahmen von allgemeinen Verbringungslicenzen, die von anderen Mitgliedstaaten veröffentlicht wurden.

Durch die Zertifizierung wird insbesondere bescheinigt, dass das betreffende Empfängerunternehmen zuverlässig ist, insbesondere was seine Fähigkeit betrifft, die Ausfuhrbeschränkungen für Verteidigungsgüter einzuhalten, die es im Rahmen einer allgemeinen Verbringungslicenz aus einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union bezieht. Die Zuverlässigkeit eines Empfängerunternehmens wird anhand der folgenden Kriterien bewertet:

- nachgewiesene Erfahrung im Bereich Verteidigung, insbesondere unter Berücksichtigung der Einhaltung von Ausfuhrbeschränkungen durch das Unternehmen, etwaiger einschlägiger Gerichtsurteile, der Erlaubnis zur Herstellung und Vermarktung von Verteidigungsgütern und der Beschäftigung erfahrener Führungskräfte;
- einschlägige industrielle Tätigkeit mit Bezug auf Verteidigungsgüter in der Europäischen Union, insbesondere Fähigkeit zur System- bzw. Teilsystemintegration;
- Ernennung eines leitenden Mitarbeiters zum persönlich Verantwortlichen für Verbringungen und Ausfuhren;
- eine von dem unter dem dritten Gedankenstrich genannten leitenden Mitarbeiter unterzeichnete schriftliche Verpflichtungserklärung des Unternehmens, dass es alle notwendigen Vorkehrungen trifft, um sämtliche Bedingungen für die Endverwendung und Ausfuhr eines ihm gelieferten Verteidigungsgutes einzuhalten und durchzusetzen;

- eine von dem unter dem dritten Gedankenstrich genannten leitenden Mitarbeiter unterzeichnete schriftliche Verpflichtungserklärung des Unternehmens, dass es gegenüber den zuständigen Behörden bei Anfragen und Untersuchungen mit der nötigen Sorgfalt genaue Angaben über die Endverwender oder die Endverwendung aller Verteidigungsgüter macht, die es im Rahmen einer Ausfuhrlizenz oder einer individuellen Verbringungslicenz eines anderen Mitgliedstaats ausführt, verbringt oder erhält;

- eine von dem unter dem dritten Gedankenstrich genannten leitenden Mitarbeiter gegengezeichnete Beschreibung des internen Programms zur Einhaltung der Ausfuhrkontrollverfahren oder des Ausfuhrverwaltungssystems des Unternehmens. Diese Beschreibung enthält Angaben über die organisatorischen, personellen und technischen Mittel für die Verwaltung von Ausfuhren, über die Verteilung der Zuständigkeiten im Unternehmen, die internen Prüfverfahren, die Maßnahmen zur Sensibilisierung und Schulung des Personals, die Maßnahmen zur Gewährleistung der physischen und technischen Sicherheit, das Führen von Aufzeichnungen und die Rückverfolgbarkeit von Ausfuhren.

Art. 11 - Das Zertifikat muss zumindest Folgendes enthalten:

1° die Tatsache, dass es von der Wallonischen Region ausgestellt worden ist;

2° Name und Anschrift des Empfängers;

3° die Erklärung, dass der Empfänger die in Artikel 10 genannten Kriterien erfüllt;

4° das Ausstellungsdatum und die Gültigkeitsdauer des Zertifikats; diese darf höchstens fünf Jahre betragen.

Die Regierung überprüft alle drei Jahre, ob der Empfänger die Kriterien gemäß Artikel 10 und die für das Zertifikat geltenden Bedingungen erfüllt.

Sind die Kriterien gemäß Artikel 10 nicht mehr erfüllt, trifft die Regierung die erforderlichen Maßnahmen nach von ihr bestimmten Modalitäten. Dies kann die Rücknahme oder den Widerruf des Zertifikats einschließen.

KAPITEL V — Informationspflicht

Art. 12 - § 1. Die Lieferanten informieren die Empfänger über die Bedingungen der Verbringungslicenz einschließlich von Beschränkungen hinsichtlich der Endverwendung oder der Ausfuhr der Verteidigungsgüter.

§ 2. Die Lieferanten informieren die Regierung innerhalb einer angemessenen Frist darüber, wann sie die Absicht haben, zum ersten Mal eine allgemeine Verbringungslicenz in Anspruch zu nehmen. Die Regierung bestimmt das Verfahren und die in diesem Rahmen zu übermittelnden Informationen.

§ 3. Die Lieferanten führen ausführliche und vollständige Aufzeichnungen über ihre Verbringungen. Die Aufzeichnungen müssen Geschäftspapiere mit den folgenden Informationen einschließen:

1° Beschreibung des Verteidigungsgutes und seine Referenz gemäß in Artikel 6, 1° angeführten Liste;

2° Menge und Wert des Verteidigungsgutes;

3° die Daten der Verbringung;

4° Name und Anschrift des Empfängers;

5° soweit bekannt, Endverwendung und Endverwender des Verteidigungsgutes;

6° einen Nachweis darüber, dass dem Empfänger dieser Verteidigungsgüter die Informationen über eine etwaige mit einer Genehmigung verbundene Ausfuhrbeschränkung übermittelt wurden.

Die Regierung ist befugt, die Angaben, die in den unter Absatz 1 erwähnten Aufzeichnungen angeführt werden müssen, zu ergänzen oder genauer anzugeben.

Die Lieferanten bewahren diese Aufzeichnungen nach Ende des Kalenderjahres, in dem die Verbringung erfolgt ist, für einen Zeitraum von zehn Jahren auf. Sie übermitteln der Regierung wenigstens einmal pro Jahr oder auf deren Verlangen die in diesen Aufzeichnungen angeführten Informationen.

Titel IV — Sonstige Bestimmungen

Art. 13 - Begriffsbestimmungen

Für die Anwendung des vorliegenden Titels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Ein-, Aus- und Durchfuhr": Die als solche für die Anwendung des Zollrechts betrachteten Vorgänge;

2° "Verteidigungsgüter": Güter, die als Waffen, Munition und speziell zu militärischen Zwecken und zur Aufrechterhaltung der Ordnung dienende Ausrüstung betrachtet werden, und diesbezügliche Technologie, in Anwendung einer von der Regierung aufgestellten Liste;

3° "Internationale Einfuhrgenehmigung" (IEG): Das von der Regierung oder ihrem Bevollmächtigten ausgestellte Dokument, durch das einem Ausfuhrland bescheinigt wird, dass eine potentielle Einfuhr von Verteidigungsgütern in der Wallonischen Region erlaubt ist;

4° "Wareneingangsbescheinigung" (WEB): Das von der Regierung oder ihrem Bevollmächtigten ausgestellte Dokument, durch das einem Ausfuhrland bescheinigt wird, dass Verteidigungsgüter, deren Ausfuhr durch das Ausfuhrland genehmigt wurde, in der Wallonischen Region ankommen;

5° "Endverwendergenehmigung" (EVG): Das von den Behörden des Einfuhrlandes beglaubigte Dokument, durch das die Verteidigungsgüter, die Gegenstand einer Aus- oder Durchfuhr sind, sowie deren Empfänger genau identifiziert werden können, und durch das den Behörden des Ausfuhrlandes garantiert wird, dass die Verteidigungsgüter nicht ohne vorherige ausdrückliche Genehmigung des Ausfuhrlandes wieder ausgeführt werden;

6° "Lieferant": Die natürliche oder juristische Person, die aus rechtlicher Sicht für eine Aus-, Ein- oder Durchfuhr von Verteidigungsgütern verantwortlich ist;

7° "Empfänger": Die natürliche oder juristische Person, die aus rechtlicher Sicht für den Empfang einer Aus-, Ein- oder Durchfuhr von Verteidigungsgütern verantwortlich ist;

8° "Embargo": Der entweder von dem Rat der Europäischen Union oder dem Sicherheitsrat der Vereinten Nationen oder der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (OSZE) getroffene Beschluss, die wirtschaftlichen Beziehungen mit einem Drittstaat bezüglich Waffen ganz oder teilweise zu unterbrechen;

9° "Aus-, Ein- oder Durchfuhrlizenz": Die von der Regierung oder ihrem Bevollmächtigten erteilte individuelle Genehmigung, die die Aus-, Ein- oder Durchfuhr von Verteidigungsgütern aus oder nach einem Staat, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, erlaubt.

KAPITEL I — Lizenzen

Abschnitt 1 — Ausfuhrlicenzen außerhalb der EU

Art. 14 - § 1. Die Regierung erteilt Lizenzen für die Ausfuhr von Verteidigungsgütern in einen Staat, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, auf der Grundlage eines von ihr bestimmten Verfahrens.

Die Ausfuhranträge werden nach Prüfung auf der Grundlage der nachstehenden Kriterien, die sich auf den gemeinsamen Standpunkt des Rates 2008/944/GASP betreffend gemeinsame Regeln für die Kontrolle der Ausfuhr von Militärtechnologie und Militärgütern stützen, zurückgewiesen:

1. Kriterium 1: Einhaltung der internationalen Pflichten und Verpflichtungen der Wallonie und Belgiens, insbesondere der durch den Sicherheitsrat der Vereinten Nationen oder die Europäische Union verhängten Sanktionen, der Übereinkünfte zur Nichtverbreitung, sowie sonstiger internationaler Verpflichtungen.

Eine Ausfuhrlizenz wird verweigert, wenn sie u.a. mit dem Folgenden unvereinbar ist:

a) den internationalen Verpflichtungen Belgiens sowie den eingegangenen Verpflichtungen zur Durchsetzung von Waffenembargos der Vereinten Nationen, der Europäischen Union oder der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa;

b) den internationalen Verpflichtungen Belgiens und der Wallonischen Region aus dem Vertrag über die Nichtverbreitung von Kernwaffen, dem Übereinkommen über biologische und Toxinwaffen und dem Chemiewaffenübereinkommen;

c) der von Belgien und der Wallonischen Region eingegangenen Verpflichtung, keinerlei Antipersonenminen auszuführen;

d) den Verpflichtungen Belgiens im Rahmen der Australischen Gruppe, des Trägertechnologie-Kontrollregimes, des Zangger-Ausschusses, der Gruppe der Kernmaterial-Lieferländer (NSG), des Wassenaar-Arrangements und des Haager Verhaltenskodex gegen die Proliferation ballistischer Raketen.

Die Regierung verweigert die Ausfuhrlizenz, wenn ersichtlich wird, dass die Ausfuhr die außenpolitischen Interessen Belgiens oder die von Belgien verfolgten internationalen Ziele schwer beeinträchtigen würde;

2. Kriterium 2: Achtung der Menschenrechte und des humanitären Völkerrechts durch das Endbestimmungsland.

Die Regierung bewertet die Haltung des Empfängerlandes zu den einschlägigen Grundsätzen der internationalen Menschenrechtsübereinkünfte und:

a) verweigert die Ausfuhrlizenz, wenn eindeutig das Risiko besteht, dass die Militärtechnologie oder die Militärgüter, die zur Ausfuhr bestimmt sind, zur internen Repression benutzt werden könnten, oder wenn genug Angaben bezüglich des betroffenen Empfängerlandes vorliegen, wonach die Ausfuhr zur offenkundigen Verletzung der Menschenrechte beitragen wird, oder wenn es feststeht, dass Kindersoldaten in die offizielle Armee eingezogen werden;

b) lässt besondere Vorsicht und Wachsamkeit bei der Erteilung von Ausfuhrlicenzen an Länder walten, in denen von den zuständigen Gremien der Vereinten Nationen, der Europäischen Union oder des Europarates schwerwiegende Menschenrechtsverletzungen festgestellt wurden, und nimmt dabei eine Einzelfallprüfung unter Berücksichtigung der Art der Militärtechnologie oder der Militärgüter vor.

Hierfür gelten als Militärtechnologie oder Militärgüter, die zu interner Repression benutzt werden könnten, unter anderem Militärtechnologie oder Militärgüter, die vom angegebenen Endverwender in dieser oder einer ähnlichen Form nachweislich zu interner Repression benutzt worden sind oder bei denen Grund zu der Annahme besteht, dass sie an der angegebenen Endverwendung bzw. am angegebenen Endverwender vorbeigeleitet werden und zu interner Repression genutzt werden.

Die Art der Militärtechnologie oder der Militärgüter ist sorgfältig zu prüfen, insbesondere wenn sie für Zwecke der inneren Sicherheit bestimmt sind. Interne Repression umfasst unter anderem Folter sowie andere grausame, unmenschliche und erniedrigende Behandlung oder Bestrafung, willkürliche oder Schnell-Hinrichtungen, das Verschwindenlassen von Personen, willkürliche Verhaftungen und andere schwere Verletzungen der Menschenrechte und Grundfreiheiten, wie sie in den einschlägigen Menschenrechtsübereinkünften, einschließlich der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte und des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte, niedergelegt sind.

Die Regierung bewertet die Haltung des Empfängerlandes zu den einschlägigen Grundsätzen der Übereinkünfte des humanitären Völkerrechts und:

c) verweigert die Ausfuhrlizenz, wenn eindeutig das Risiko besteht, dass die Militärtechnologie oder die Militärgüter, die zur Ausfuhr bestimmt sind, verwendet werden, um schwere Verstöße gegen das humanitäre Völkerrecht zu begehen;

3. Kriterium 3: Innere Lage im Endbestimmungsland als Ergebnis von Spannungen oder bewaffneten Konflikten.

Die Regierung verweigert die Ausfuhrlizenz für Militärtechnologie oder Militärgüter, die im Endbestimmungsland bewaffnete Konflikte auslösen bzw. verlängern würden oder bestehende Spannungen oder Konflikte verschärfen würden, oder im Falle eines Bürgerkriegs im Endbestimmungsland.

4. Kriterium 4: Aufrechterhaltung von Frieden, Sicherheit und Stabilität in einer Region.

Die Regierung verweigert die Ausfuhrlizenz, wenn eindeutig das Risiko besteht, dass der angegebene Empfänger die Militärtechnologie oder die Militärgüter, die zur Ausfuhr bestimmt sind, zum Zwecke der Aggression gegen ein anderes Land oder zur gewaltsamen Durchsetzung eines Gebietsanspruchs benutzt. Bei der Abwägung dieser Risiken berücksichtigt die Regierung unter anderem:

- a) das Bestehen oder die Wahrscheinlichkeit eines bewaffneten Konflikts zwischen dem Empfängerland und einem anderen Land;
- b) Ansprüche auf das Hoheitsgebiet eines Nachbarlandes, deren gewaltsame Durchsetzung das Empfängerland in der Vergangenheit versucht bzw. angedroht hat;
- c) die Wahrscheinlichkeit, dass die Militärtechnologie oder die Militärgüter zu anderen Zwecken als für die legitime nationale Sicherheit und Verteidigung des Empfängerlandes verwendet wird;
- d) das Erfordernis, die regionale Stabilität nicht wesentlich zu beeinträchtigen.

5. Kriterium 5: Nationale Sicherheit Belgiens und der Wallonischen Region und der Gebiete, deren Außenbeziehungen in ihre Zuständigkeit fallen, sowie nationale Sicherheit befreundeter und verbündeter Länder.

Die Regierung berücksichtigt die folgenden Elemente:

- a) die möglichen Auswirkungen der Militärtechnologie oder der Militärgüter, die zur Ausfuhr bestimmt sind, auf ihre Verteidigungs- und Sicherheitsinteressen sowie auf die anderer Mitgliedstaaten der Europäische Union und befreundeter oder verbündeter Länder, wobei sie anerkennen, dass hierdurch die Berücksichtigung der Kriterien betreffend die Achtung der Menschenrechte und die Aufrechterhaltung von Frieden, Sicherheit und Stabilität in einer Region nicht beeinträchtigt werden darf;
- b) das Risiko, dass diese Militärtechnologie oder diese Militärgüter gegen ihre eigenen Streitkräfte oder die anderer Mitgliedstaaten der Europäische Union oder befreundeter oder verbündeter Länder eingesetzt werden;

6. Kriterium 6: Verhalten des Käuferlandes gegenüber der internationalen Gemeinschaft, unter besonderer Berücksichtigung seiner Haltung zum Terrorismus, der Art der von ihm eingegangenen Bündnisse und der Einhaltung des Völkerrechts.

Die Regierung berücksichtigt unter anderem das bisherige Verhalten des Käuferlandes in Bezug auf:

- a) eine Unterstützung oder Förderung des Terrorismus und der internationalen organisierten Kriminalität;
- b) die Einhaltung seiner internationalen Verpflichtungen, insbesondere im Hinblick auf die Nichtanwendung von Gewalt, und der Bestimmungen des humanitären Völkerrechts;
- c) sein Engagement im Bereich der Nichtverbreitung und anderen Bereichen der Rüstungskontrolle und Abrüstung, insbesondere die Unterzeichnung, Ratifizierung und Durchführung der beim 1. Kriterium unter Buchstabe *b* aufgeführten einschlägigen Rüstungskontroll- und Abrüstungsübereinkommen;

7. Kriterium 7: Risiko der Abzweigung von Militärtechnologie oder Militärgütern im Käuferland oder der Wiederausfuhr von Militärgütern unter unerwünschten Bedingungen.

Bei der Beurteilung der Auswirkungen der Militärtechnologie oder der Militärgüter, die zur Ausfuhr bestimmt sind, auf das Empfängerland und des Risikos, dass diese Technologie oder Güter auf Umwegen zu einem unerwünschten Endverwender oder zu einer unerwünschten Endverwendung gelangen könnten, wird Folgendes berücksichtigt:

- a) die legitimen Interessen der Verteidigung und der inneren Sicherheit des Empfängerlandes, einschließlich einer etwaigen Beteiligung an friedenserhaltenden Maßnahmen der Vereinten Nationen oder anderer Art;
- b) die technische Fähigkeit des Empfängerlandes, diese Technologie oder diese Güter zu benutzen;
- c) die Fähigkeit des Empfängerlandes, wirksame Ausfuhrkontrollen durchzuführen;
- d) das Risiko, dass solche Technologie oder solche Güter mit unerwünschtem Ziel wieder ausgeführt werden, und die bisherige Befolgung etwaiger Wiederausfuhrbestimmungen bzw. vorheriger Genehmigungspflichten, die vom Ausfuhrmitgliedstaat gegebenenfalls festgelegt wurden, durch das Empfängerland;
- e) das Risiko, dass solche Technologie oder solche Güter zu terroristischen Vereinigungen oder einzelnen Terroristen umgeleitet werden;
- f) die Gefahr eines Reverse Engineering oder eines unbeabsichtigten Technologietransfers.

8. Kriterium 8: Vereinbarkeit der Ausfuhr von Militärtechnologie oder Militärgütern mit der technischen und wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Empfängerlandes, wobei zu berücksichtigen ist, dass die Staaten bei der Erfüllung ihrer legitimen Sicherheits- und Verteidigungsbedürfnisse möglichst wenige Arbeitskräfte und wirtschaftliche Ressourcen für die Rüstung einsetzen sollten.

Die Regierung beurteilt anhand von Informationen aus einschlägigen Quellen, wie z.B. Entwicklungsprogramm der Vereinten Nationen, Weltbank, Internationaler Währungsfonds und Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, ob die geplante Ausfuhr die nachhaltige Entwicklung des Empfängerlandes ernsthaft beeinträchtigen würde. Sie prüft in diesem Zusammenhang den jeweiligen Anteil der Rüstungs- und der Sozialausgaben des Empfängerlandes und berücksichtigt dabei auch jedwede EU- oder bilaterale Hilfe.

§ 2. Die Ausfuhrlicenzen haben eine Gültigkeitsdauer von achtzehn Monaten. Sie können so oft wie nötig zwecks der Durchführung des Vertrags, für den die ursprüngliche Lizenz erteilt wurde, erneuert werden.

*Abschnitt 2 — Die Lizenzen für die Einfuhr
aus Nicht-EU-Ländern und die internationalen Einfuhrgenehmigungen*

Art. 15 - § 1. Einfuhrlicenzen können von der Regierung ausgestellt werden für die Einfuhr von Verteidigungsgütern in die Wallonische Region.

Die Analyse des Antrags erfolgt aufgrund folgender Kriterien:

- 1° die Prüfung der Tatsache, dass die Person in der Wallonischen Region, für welche diese Einfuhr bestimmt ist, berechtigt ist, über die betreffenden Verteidigungsgüter zu bestimmen;
- 2° die Tatsache, dass die Einfuhr keinerlei Gefahr für die Sicherheit und die öffentliche Ordnung in der Wallonischen Region darstellt.

Die Einfuhrlicenzen haben eine Gültigkeitsdauer von achtzehn Monaten. Sie können so oft wie nötig zwecks der Durchführung des Vertrags, für den die ursprüngliche Lizenz erteilt wurde, erneuert werden.

§ 2. Wenn die Behörden des Landes, aus dem die Verteidigungsgüter stammen, es beantragen, kann die Regierung eine internationale Einfuhrgenehmigung ausstellen, durch welche dem Ausfuhrland bestätigt wird, dass eine potentielle Einfuhr von Verteidigungsgütern in die Wallonische Region genehmigt ist.

Nach der Lieferung kann den zuständigen Behörden des Landes, aus dem diese Güter ausgeführt werden, ebenfalls eine Wareneingangsbescheinigung ausgestellt werden, wenn diese Behörden es beantragen.

Abschnitt 3 — Durchfuhrlizenzen von und nach Nicht-EU-Ländern

Art. 16 - § 1. Die Regierung ist berechtigt, anschließend an eine Untersuchung des Antrags aufgrund der in Artikel 14 § 1 genannten Kriterien Lizenzen für die Durchfuhr von Verteidigungsgütern zugunsten eines Unternehmens, dessen Gesellschaftssitz sich in der Wallonischen Region befindet, auszustellen.

Die Durchfuhrlizenzen haben eine Gültigkeitsdauer von achtzehn Monaten. Sie können so oft wie nötig zwecks der Durchführung des Vertrags, für den die ursprüngliche Lizenz erteilt wurde, erneuert werden.

§ 2. Vor der Erteilung einer Durchfuhrlizenz müssen die Verteidigungsgüter Gegenstand eines offiziellen Dokuments zur Rechtfertigung der Beförderung gewesen sein; dieses stammt aus mindestens einem der Länder, die an dem Geschäft teilnehmen, und bekräftigt, dass die Wallonische Region nicht der Endempfänger ist.

KAPITEL II — Die vorherige Unterrichtung und das Verbot der Herstellung bestimmter spezifischer Komponenten oder der Durchführung bestimmter spezifischer Transaktionen vor der Erhaltung der Lizenz

Art. 17 - § 1. Ein schriftliches und vertrauliches Verfahren der Pflichtunterrichtung an die Regierung durch das Unternehmen ist in folgenden Fällen anwendbar:

1° der erste Antrag auf Ausfuhr seitens eines Unternehmens für eine bestimmte Kategorie von Material und für einen bestimmten Empfänger in einem Land, das einem Embargo unterworfen worden ist, das weniger als zwölf Jahre vor dem Einreichen des Antrags zu Ende gegangen ist, außer wenn dieses Land Mitglied der NATO wird, den Kandidatenstatus für die Europäische Union bekommt oder an einem Stabilisierungs- und Assoziierungsprozess teilnimmt;

2° der erste Antrag auf Ausfuhr seitens eines Unternehmens für eine bestimmte Kategorie von Material und für einen bestimmten Empfänger in einem Land, mit dem die Europäische Union keinen Stabilisierungs- und Assoziierungsprozess eingeleitet hat, das weder Mitglied der NATO noch des Europäischen Wirtschaftsraums noch der OECD ist, und für welches der kumulierte Wert der in den letzten sechs Jahren erteilten Lizenzen weniger als 350.000 Euro beträgt;

3° der erste Antrag auf Ausfuhr seitens eines Unternehmens für eine bestimmte Kategorie von Material und für einen bestimmten Empfänger, wenn die Regierung im Laufe der letzten zwei vollständigen Kalenderjahre vor dem Einreichen des Antrags diesem Unternehmen die Erteilung einer Lizenz für denselben Empfänger verweigert hat;

4° der erste Antrag auf Ausfuhr seitens eines Unternehmens für eine bestimmte Kategorie von Material und für einen bestimmten Empfänger in einem Land, in dem im Laufe der letzten zwei vollständigen Kalenderjahre vor dem Antrag ein Staatsstreik stattgefunden hat.

Die Regierung bestimmt den Begriff des Staatsstreichs.

Diese vorherige Unterrichtung muss der Regierung spätestens dreißig Tage vor der Unterzeichnung des von dem Unternehmen in Betracht gezogenen Vertrags zukommen. Mit der Zustimmung der Regierung kann diese Frist verkürzt werden, wenn das Unternehmen den Tatbestand begründet, dass die Unterzeichnung des Vertrags wegen der Einhaltung der dreißig-tägigen Frist beeinträchtigt würde.

Die vorherige Unterrichtung betrifft das Land, die Kategorie des Empfängers und die Kategorie des Materials, die in dem in Betracht gezogenen Vertrag betroffen sind; in dem Falle einer öffentlich-rechtlichen Person erwähnt sie ebenfalls das betreffende Ministerium und in dem Falle einer privatrechtlichen Person erwähnt sie ebenfalls die Identität dieser Person.

§ 2. Ein Unternehmen darf die Produktion von spezifischem Material für einen in § 1 genannten Ausfuhrantrag keinesfalls einleiten, entweder bevor es die Ausfuhrlizenz bekommen hat, oder aber vor dem Ablauf einer Frist, die der doppelten gewöhnlichen Dauer für die Untersuchung der Akte entspricht, so wie sie von der Regierung festgelegt werden wird. Die Regierung kann dem Unternehmen mitteilen, dass die letztgenannte Frist um eine von ihr bestimmte Dauer verlängert wird.

Unter Einleiten der Produktion von spezifischem Material für einen in § 1 genannten Ausfuhrantrag versteht man:

1° die Einführung der Produktion einer ganz neuen Komponente, die nur zum Zwecke des betreffenden Antrags ausgeführt wird;

2° die Durchführung eines spezifischen technischen Vorgangs, worunter die Markierung, den Zusammenbau oder die Computer-Programmierung, die zu einer unumkehrbaren, für den Ausfuhrantrag spezifischen Personalisierung führen.

Titel V — Allgemein- und Schlussbestimmungen

KAPITEL I — Einschränkung, Aussetzung und Entzug der Lizenzen

Art. 18 - Bei einer Nichtbeachtung des vorliegenden Dekrets, seiner Ausführungserlasse oder einer der in der Lizenz vorgeschriebenen Bedingungen, oder wenn dies aus Gründen der Wahrung der wesentlichen Interessen der Wallonischen Region oder Belgiens, der öffentlichen Ordnung oder Sicherheit gerechtfertigt ist, wenn neue Faktoren in Erscheinung treten, im Falle einer regionalen oder Weltkrise, kann die Regierung eine Lizenz aussetzen, entziehen oder deren Auswirkungen einschränken.

KAPITEL II — Die Begutachtungskommission

Art. 19 - § 1. Es wird eine "Begutachtungskommission über die Waffenausfuhrlizenzen" gegründet; sie wird damit beauftragt, im Rahmen der Analyse der Anträge auf Ausfuhr von Verteidigungsgütern auf Antrag der Regierung oder aus eigener Initiative begründete und vertrauliche Gutachten ausschließlich an die Regierung abzugeben.

Diese Gutachten werden auf der Grundlage einer geostrategischen, ethischen und wirtschaftlichen Analyse der ihr unterbreiteten Akten abgegeben.

Bei der Abgabe ihrer Gutachten strebt die Kommission zunächst den Konsens ihrer Mitglieder an.

Falls kein Konsens erreicht wird, werden in dem Gutachten der Kommission die etwaigen Minderheitsmeinungen ausgedrückt.

Wenn eine Abstimmung stattfindet, kann ein Mitglied eine geheime Stimmabgabe beantragen. Auf jeden Fall werden die Anzahl Stimmen für jeden Vorschlag in dem Gutachten der Kommission abgegeben.

§ 2. Die Regierung bestimmt den Sitz dieser Kommission und legt die Modalitäten für ihre Arbeitsweise fest.

KAPITEL III — *Strafmaßnahmen*

Art. 20 - § 1. Bilden Verstöße gegen vorliegendes Dekret:

1° die vorgenommene oder versuchte Verbringung, Durch-, Ein-, oder Ausfuhr von Verteidigungsgütern ohne gültige Genehmigung oder Lizenz;

2° die vorgenommene oder versuchte Verbringung, Durch-, Ein-, oder Ausfuhr von Verteidigungsgütern, deren Verbringung, Durch-, Ein- oder Ausfuhr kraft vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen untersagt sind;

3° die betrügerische Mitteilung falscher oder unvollständiger Informationen, um die Genehmigungen und Lizenzen zu bekommen, oder die betrügerische Nichtmitteilung von in Anwendung vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse erforderlichen Informationen und Dokumenten.

§ 2. Die in § 1 genannten Verstöße werden mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis fünf Jahren und einer Geldbuße von 10.000 bis 100.000 Euro oder nur einer dieser Strafen geahndet.

Im Wiederholungsfalle werden die Strafen verdoppelt.

§ 3. Bei einem Verstoß gegen Artikel 17 wird die ggf. ausgestellte Lizenz von Rechts wegen ausgesetzt, und kann die Regierung eine Strafe verkünden, die bis zum Entzug der Lizenz und einer administrativen Geldbuße von einem Höchstbetrag, der einem Drittel des Betrags des Vertrages entspricht, oder nur einer dieser Strafen reichen kann. Ein Verstoß gegen Artikel 17 kann ebenfalls ein Verbot der Einreichung eines neuen Antrags auf Lizenz für das betreffende Land während eines Zeitraums bis höchstens achtzehn Monaten mit sich bringen.

KAPITEL IV — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 21 - § 1. Die in vorliegendem Dekret genannten Bescheinigungen und Lizenzen bilden keine Verwaltungsakte im Sinne und zur Anwendung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung.

Diese in vorliegendem Dekret genannten Bescheinigungen und Lizenzen sind auch keine Verwaltungsakte im Sinne und zur Anwendung des Gesetzes vom 29. Juli 1991 über die ausdrückliche Begründung der Verwaltungsakte.

§ 2. Die von der Kommission abgegebenen Gutachten bilden keine Verwaltungsakte im Sinne und zur Anwendung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung und dürfen keiner anderen Behörde als der Regierung mitgeteilt werden.

Art. 22 - Jede Person, die an den Verfahren teilnimmt, die durch oder kraft des vorliegenden Dekrets organisiert werden, muss das Berufsgeheimnis wahren für alle Tatbestände, Informationen oder Dokumente, von denen sie bei oder im Rahmen der Ausübung ihres Amtes Kenntnis hat. Außer den in den geltenden Vorschriften vorgesehenen Fällen kann sie von dieser Pflicht des Berufsgeheimnisses nur durch einen ausdrücklichen Beschluss der Behörde, von der sie abhängt, entbunden werden.

Art. 23 - Die Einführer, Ausführer und Spediteure, sowie die Mitglieder ihres Personals und jede von der Einfuhr, Ausfuhr oder Durchfuhr von Verteidigungsgütern direkt oder indirekt betroffene Person, oder Person, die betroffen werden könnte, sind auf Antrag der zuständigen Behörden verpflichtet, die Informationen und Dokumente, die Korrespondenz und sonstige Unterlagen unter gleich welcher Form, anhand deren geprüft werden kann, ob dieses Dekret und seine Ausführungserlass beachtet worden sind, mitzuteilen; die so gesammelten Informationen dürfen nur zu diesem Zweck benutzt werden.

Art. 24 - Die Regierung übermittelt jedes Jahr dem Wallonischen Parlament einen Bericht über die Anwendung vorliegenden Dekrets.

Dieser Bericht enthält folgende Angaben:

- die Entwicklung der Ausfuhren und Verbringungen;
- eine Analyse des europäischen und Weltwaffenhandels;
- die Daten betreffend die Verbringung, Aus-, Ein- und Durchfuhr aus der, in die und durch die Wallonische Region;
- die besonderen Probleme, die sich gestellt haben;
- die Bestimmungsländer für die verweigerten Ausfuhrlicenzen;
- die Länder, für welche Durchfuhrlicenzen verweigert wurden;
- nähere Angaben betreffend das auf der Grundlage der Kategorien ML der in Artikel 6, 1° genannten Liste ausgeführte Material;
- die eventuellen Änderungen der Vorschriften und Verfahren in Belgien;
- die internationalen und europäischen Initiativen, insbesondere in Anwendung des gemeinsamen Standpunktes des Rates 2008/944/GASP betreffend gemeinsame Regeln für die Kontrolle der Ausfuhr von Militärtechnologie und Militärgütern.

In diesem Bericht wird ein getrenntes Kapitel der Ausfuhr von Verteidigungsgütern gewidmet, die im Bestimmungsland die Entwicklung der Herstellungskapazität für Waffen, Munition und insbesondere für einen militärischen Zweck bestimmtes Material bezwecken.

Der oben genannte Bericht enthält zudem ein getrenntes Kapitel betreffend die Überwachung der Einhaltung der Bestimmungen vorliegenden Dekrets betreffend die Umleitung der betreffenden Verteidigungsgüter innerhalb der Bestimmungsländer und die Einhaltung der Nichtwiederausfuhrklausel.

Unbeschadet Artikel 21, § 2 werden in dem Jahresbericht die allgemeinpolitischen Gründe genannt, weswegen die Regierung von dem Gutachten der Kommission abgewichen ist.

Zudem wird die Regierung alle sechs Monate einen Bericht betreffend die Lizenzen zur Verfügung stellen, die für die Güter, die vorliegendem Dekret unterliegen, erteilt oder verweigert wurden, wobei für jedes Land der Gesamtbetrag und die Anzahl Lizenzen je nach Kategorie der Bestimmung und nach Kategorie der Waffen, Munition, Material und Güter angegeben werden.

Die Regierung informiert das Parlament so früh wie möglich über die Änderungen in den in Ausführung vorliegenden Dekrets angenommenen Erlassen und Rundschreiben.

Unbeschadet der vorliegenden Bestimmungen wird dafür gesorgt, dass keinerlei Informationen, die den betreffenden Unternehmen schaden könnten, wie z.B. kommerzielle Daten, mitgeteilt werden.

Art. 25 - In Übereinstimmung mit der Gesetzgebung der Europäischen Union betreffend die Ausfuhr von Waffen teilt die Regierung der Arbeitsgruppe "COARM" über die Ausfuhr von konventionellen Waffen mit, welche Lizenzen verweigert, entzogen und ausgesetzt worden sind.

Bevor eine Lizenz für ein Geschäft gewährt wird, das im allgemeinen einem Geschäft ähnlich ist, das durch einen oder mehrere andere Mitgliedstaaten im Laufe der drei letzten Jahre verweigert wurde, was der oder die Mitgliedstaaten offiziell mitgeteilt haben, wird die Regierung sich mit diesem bzw. diesen Staaten beraten. Wenn die Regierung sich nach dieser Beratung doch dafür entscheidet, eine Lizenz zu erteilen, informiert sie den oder die Mitgliedstaaten, die die Ausfuhr vorher verweigert haben. Der vertrauliche Charakter der o.g. Verweigerungen und Abstimmungen muss gewahrt bleiben.

KAPITEL V — *Aufhebende und Schlussbestimmungen*

Art. 26 - Die Artikel des Titels II des Gesetzes vom 5. August 1991 über die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munition und eigens zu militärischen Zwecken und zur Aufrechterhaltung der Ordnung dienendem Material und von diesbezüglicher Technologie und über die Bekämpfung des illegalen Handels damit, die Artikel des Titels III desselben Gesetzes, für was die in Anwendung vorliegenden Dekrets einer Genehmigung oder Lizenz unterliegenden Geschäfte zur Ein-, Aus- und Durchfuhr und zur Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern betrifft, sowie Artikel 17 desselben Gesetzes werden außer Kraft gesetzt.

Art. 27 - Die in Anwendung des Gesetzes vom 25. August 1991 von dem föderalen Minister der Justiz erteilte Zulassung wird für die Zertifizierung der Unternehmen bis zum Ende des Übergangszeitraums benutzt, die im in Artikel 10 genannten Erlass der Regierung vorgesehen sein wird. Am Ablauf dieses Zeitraums erfolgt die Zertifizierung ausschließlich in Anwendung der Bestimmungen vorliegenden Erlasses.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Juni 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 614 (2011-2012) Nrn. 1 bis 34.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 20. Juni 2012.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1963

[2012/203690]

21 JUNI 2012. — Decreet betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel I — Inleidende bepaling

Artikel 1. § 1. Dit decreet is van toepassing op de handelingen betreffende de invoer, uitvoer en overdracht van civiele wapens of van defensiegerelateerde producten naar of vanuit het Waalse Gewest en op de handelingen betreffende de doorvoer ervan via het Waalse Gewest.

Een handeling betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer of overdracht van civiele wapens of van defensiegerelateerde producten naar, vanuit of via het Waalse Gewest mag alleen uitgevoerd worden door een natuurlijke persoon die op het grondgebied van het Waalse Gewest woonachtig is of door een rechtspersoon waarvan de maatschappelijke zetel of bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is, met uitzondering van die welke al het voorwerp heeft uitgemaakt van een toestemming of een vergunning verleend door het Vlaamse Gewest of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of, in het geval van een doorvoer- of overdrachtshandeling, wanneer ze al het voorwerp heeft uitgemaakt van een vergunning verleend door een andere lidstaat van de Europese Unie.

§ 2. De overdrachten van defensiegerelateerde producten of van civiele wapens naar het Groothertogdom Luxemburg en Nederland worden niet aan een vergunning of toestemming onderworpen.

Titel II — Bepalingen tot omzetting van Richtlijn 91/477/EEG van de Europese Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2008/51/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 mei 2008 tot wijziging van Richtlijn 91/477/EEG van de Europese Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens

Art. 2. De artikelen 11, 13, 13bis en 14 van Richtlijn 91/477/EEG van de Europese Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2008/51/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 mei 2008 tot wijziging van Richtlijn 91/477/EEG inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens worden bij deze titel omgezet.

Art. 3. Definities

Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° « Richtlijn » : Richtlijn 91/477/EEG van de Europese Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2008/51/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 mei 2008 tot wijziging van Richtlijn 91/477/EEG van de Europese Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens;

2° « civiel wapen » : vuurwapens zoals gedefinieerd onder punt 1 van artikel 1 van de richtlijn en niet bestemd voor militair of paramilitair gebruik, met uitzondering van automatische vuurwapens en van vuurwapens met een kaliber dat als militair is ingedeeld door de Permanente Internationale Commissie voor de beproeving van handvuurwapens, alsook de desbetreffende onderdelen, munitie en componenten;

3° « overdracht » : elke overbrenging of verplaatsing van een civiel wapen door een persoon woonachtig in een lidstaat van de Europese Unie naar een persoon woonachtig in een andere lidstaat van de Europese Unie.

Art. 4. Overdrachtsvergunningen

§ 1^{er}. De overdracht van civiele wapens wordt onderworpen aan de afgifte van een toestemming door de Regering.

Wanneer de overdracht vanuit het Waalse Gewest wordt overwogen, wordt de aanvraag onderzocht op basis van de volgende criteria :

1° er wordt nagegaan of de persoon die de overdracht vanuit het Waalse Gewest verricht, bevoegd is om over betrokken civiele wapen(s) te beschikken;

2° het bestaan van een document uitgaand van de autoriteiten van het afnemerland waarbij ze toestemming geven om de overdracht te verrichten.

Wanneer de overdracht naar het Waalse Gewest wordt overwogen, wordt de aanvraag onderzocht op basis van de volgende criteria :

1° er wordt nagegaan of de persoon in het Waalse Gewest voor wie de overdracht bestemd is, bevoegd is om over betrokken civiele wapen(s) te beschikken;

2° de overdracht brengt de openbare veiligheid of de openbare orde in het Waalse Gewest niet in het gedrang.

§ 2. In afwijking van § 1, mogen de jagers en sportschutters voor de uitoefening van hun activiteit zonder voorafgaande vergunning gedurende een reis door twee of meer lidstaten één of meer van deze vuurwapens voorhanden hebben, op voorwaarde dat zij in het bezit zijn van de Europese vuurwapenpas bedoeld onder punt 4 van artikel 1 van de richtlijn en dat zij de reden van de reis kunnen aantonen, met name door een uitnodiging of elk ander stuk over te leggen ter bevestiging van hun jacht- of schuttersactiviteiten in de lidstaat van bestemming.

§ 3. In afwijking van § 1 kan de Regering in de zin van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens een erkenning aan de wapenhandelaars verlenen op grond waarvan ze, zonder specifieke toestemming voor elke overdracht, civiele wapens mogen overbrengen naar een wapenhandelaar gevestigd in een andere lidstaat. De erkenning wordt voor een hernieuwbare duur van maximum twee jaar verleend. Elke overdracht verricht op basis van die erkenning wordt vooraf medegedeeld.

Titel III — Bepalingen tot omzetting van Richtlijn 2009/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 betreffende de vereenvoudiging van de voorwaarden voor de overdracht van defensiegerelateerde producten binnen de Gemeenschap

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 5. Richtlijn 2009/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 betreffende de vereenvoudiging van de voorwaarden voor de overdracht van defensiegerelateerde producten binnen de Gemeenschap wordt bij deze titel omgezet.

Art. 6. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° « defensiegerelateerde producten » : producten, met inbegrip van hun onderdelen en technologie opgenomen in de gemeenschappelijke EU-lijst van de militaire goederen, volgens de laatste versie van de lijst bedoeld in de bijlage bij de richtlijn, bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Unie*;

2° « leverancier » : rechtspersoon of natuurlijke persoon die wettelijk aansprakelijk is voor een overdracht van defensiegerelateerde producten;

3° « afnemer » : een rechtspersoon of natuurlijke persoon die wettelijk aansprakelijk is voor de ontvangst van een overdracht van defensiegerelateerde producten;

4° « afnemend bedrijf » : een rechtspersoon waarvan de maatschappelijk zetel in het Waalse Gewest gevestigd is en die defensiegerelateerde producten produceert, bestaande uit bestanddelen of systemen of subsystemen verworven bij derden;

5° « overdrachtsvergunning » : toestemming van de Regering voor een leverancier om defensiegerelateerde producten over te dragen aan een afnemer in een andere lidstaat van de Europese Unie;

6° « overdracht » : elke overdracht of verplaatsing van een defensiegerelateerd product van een leverancier gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie naar een afnemer in een andere lidstaat van de Europese Unie.

HOOFDSTUK II. — *Overdrachtsvergunningen*

Art. 7. De overdrachtshandelingen worden aan de afgifte van een overdrachtsvergunning onderworpen.

Art. 8. § 1. Individuele, algemene en globale overdrachtsvergunningen worden door de Regering afgeleverd voor de overdracht van defensiegerelateerde producten, na onderzoek van de aanvraag met name t.o.v. de risico's uit de handeling op het vlak van de vrijwaring van de mensenrechten, de vrede, de veiligheid en de stabiliteit.

§ 2. Er wordt een onderscheid gemaakt tussen individuele, algemene en globale overdrachtsvergunningen :

1° algemene overdrachtsvergunningen geven rechtstreeks toestemming aan op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigde leveranciers die aan de met de algemene overdrachtsvergunning verbonden voorwaarden voldoen, voor het verrichten van overdrachten van in de algemene overdrachtsvergunning te specificeren defensiegerelateerde producten, aan één of meer categorieën van in een andere lidstaat gevestigde afnemers.

De Regering maakt de algemene overdrachtsvergunningen bekend in de gevallen en volgens de modaliteiten die zij bepaalt. Zij bepaalt ook de modaliteiten voor de registratie van de leveranciers die gebruikmaken van een algemene overdrachtsvergunning.

De algemene overdrachtsvergunningen worden openbaar gemaakt indien :

a) de afnemer deel uitmaakt van de strijdkrachten van een lidstaat of een aanbestedende dienst is op het gebied van defensie, die voor het exclusieve gebruik door de strijdkrachten van een lidstaat aankoopt;

b) de afnemer een gecertificeerde onderneming is;

c) de overdracht gebeurd is met het oog op demonstratie, evaluatie en expositie;

d) de overdracht gebeurd is met het oog op onderhoud en herstelling, indien de afnemer de oorspronkelijke leverancier van defensiegerelateerde producten is.

De Regering kan de lijst van de gevallen waarin een algemene overdrachtsvergunning gepubliceerd kan worden, uitbreiden.

Wanneer de Regering deelneemt aan een intergouvernamenteel samenwerkingsprogramma voor de ontwikkeling, de productie en het gebruik van één of meer defensiegerelateerde producten, mag ze een algemene overdrachtsvergunning publiceren voor overdrachten aan andere lidstaten die aan dat programma deelnemen en die voor de uitvoering van dat programma noodzakelijk zijn;

2° globale overdrachtsvergunningen worden verleend op verzoek van individuele leveranciers en staan de overdracht van defensiegerelateerde producten toe aan afnemers in één of meer andere lidstaten.

In elke globale overdrachtsvergunning bepaalt de Regering de defensiegerelateerde producten of productencategorieën die onder de globale overdrachtsvergunning vallen, en de toegestane afnemers.

Een globale overdrachtsvergunning wordt voor drie jaar verleend, te rekenen van de datum waarop ze aan de begunstigde wordt verzonden, en kan zo vaak als nodig worden verlengd;

3° de individuele overdrachtsvergunningen voor de handelingen die niet voldoen aan de voorwaarden vermeld onder onderstaande punten 1° en 2°.

Een individuele overdrachtsvergunning machtigt de leverancier om een bepaald aantal defensiegerelateerde producten over te brengen naar een bepaalde afnemer.

Enkel de individuele overdrachtsvergunning wordt toegekend wanneer :

- de aanvraag beperkt wordt tot één enkele overdracht;
- dat nodig is voor de bescherming van de essentiële belangen van het Waalse Gewest of om redenen van openbare orde;
- dat nodig is voor de inachtneming van de internationale verplichtingen en verbintenissen van het Waalse Gewest;
- er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat de leverancier niet in staat zal zijn alle noodzakelijke voorwaarden te vervullen voor het verkrijgen van een globale overdrachtsvergunning.

§ 3. De Regering bepaalt de algemene, de globale en de individuele overdrachtsvergunningen, met inbegrip van de eventuele beperkingen betreffende de uitvoer van defensiegerelateerde producten, aan natuurlijke en rechtspersonen gelegen in derde landen.

Ze houdt met name rekening met de risico's uit de handeling voor wat betreft de vrijwaring van de mensenrechten, de vrede, de veiligheid en de stabiliteit.

HOOFDSTUK III. — *Vrijstelling van de overdrachtsvergunning*

Art. 9. De Regering kan de overdracht vrijstellen van de verplichting om over een vergunning te beschikken als :

- 1° de leverancier of de afnemer een overheidsinstelling is of deel uitmaakt van de strijdkrachten;
- 2° de leveringen verricht worden door de Europese Unie, de NATO, het IAEA of andere intergouvernementele organisaties met het oog op de volbrenging van hun opdrachten;
- 3° de overdracht nodig is voor de uitvoering van een samenwerkingsprogramma inzake wapeningen met een andere lidstaat van de Europese Unie;
- 4° de overdracht in verband staat met de humanitaire hulp bij een ramp of uitgevoerd wordt als gift in de context van een noodtoestand;
- 5° de overdracht nodig is met het oog op herstelling, onderhoud, tentoonstelling of demonstratie, of na die verrichtingen.

HOOFDSTUK IV. — *Certificering van de ondernemingen die afnemer zijn van defensiegerelateerde producten*

Art. 10. De Regering voorziet in de certificering van de ondernemingen die afnemer zijn van defensiegerelateerde producten, met maatschappelijke zetel op het grondgebied van het Waalse Gewest, als algemene overdrachtsvergunningen bekendgemaakt door andere lidstaten.

De certificering stelt de betrouwbaarheid vast van de onderneming die afnemer is, in het bijzonder ten opzichte van haar vermogen om de beperkingen na te leven voor de uitvoer van defensiegerelateerde producten als een algemene overdrachtsvergunning van een andere lidstaat van de Europese Unie. De betrouwbaarheid van een onderneming wordt beoordeeld op grond van de volgende criteria :

- de aangetoonde ervaring inzake defensieactiviteiten, rekening houdend met name met de inachtneming door de onderneming van de uitvoerbeperkingen, elke gerechtelijke beslissing daaromtrent, elke machtiging betreffende de productie of verhandeling van defensiegerelateerde producten en de tewerkstelling van ervaren kaderpersoneel;
- de pertinente industriële activiteit op het gebied van de defensiegerelateerde producten in de Europese Unie en met name het vermogen tot integratie van de systemen en de ondersystemen;
- de aanwijzing van een hoger kaderlid als bestuurder die persoonlijk aansprakelijk is voor de overdrachten en de uitvoerverrichtingen;
- de schriftelijke verbintenis van de onderneming, ondertekend door de bestuurder waarvan sprake in het derde streepje, om alle nodige maatregelen te treffen voor de naleving en de toepassing van de gezamenlijke bijzondere voorwaarden voor het eindgebruik en de uitvoer van elk ontvangen specifiek onderdeel of product;
- de schriftelijke verbintenis van de onderneming, ondertekend door de bestuurder waarvan sprake in het derde streepje, om spoed te maken met de mededeling aan de bevoegde overheden van de gedetailleerde informatie in antwoord op de verzoeken en vragen die aan hen zouden worden gericht in verband met de eindgebruikers of het eindgebruik van alle defensiegerelateerde producten, uitgevoerd, overgedragen of ontvangen door de onderneming als een uitvoervergunning of een individuele overdrachtsvergunning van een andere lidstaat;
- de omschrijving, mede ondertekend door de bestuurder waarvan sprake in het derde streepje, van het interne overeenstemmingsprogramma of van het beheerssysteem van de uitvoerverrichtingen dat het bedrijf gebruikt. Die omschrijving is een gedetailleerde weergave van de menselijke, organisatorische en technische middelen die ingezet worden voor het beheer en de uitvoerverrichtingen, de verantwoordelijkheidsketen in de onderneming, de interne nazichtsprocedures, de sensibiliserings- en opleidingsmaatregelen van het personeel, de fysieke en technische veiligheidsmaatregelen, het houden van registers en de traceerbaarheid van de uitvoerverrichtingen.

Art. 11. Dit certificaat bevat minstens de volgende gegevens :

- 1° het feit dat het verstrekt werd door het Waalse Gewest;
- 2° de naam en het adres van de afnemer;
- 3° een verklaring betreffende de overeenstemming van de afnemer met de criteria verwoord in artikel 10;
- 4° de datum van aflevering en de geldigheidsduur van het certificaat; die mag niet hoger zijn dan vijf jaar.

De overeenstemming van de afnemer met de criteria verwoord in artikel 10, evenals elke voorwaarde nader bepaald in het certificaat, worden om de drie jaar door de Regering nagezien.

Wanneer de criteria bedoeld in artikel 10 niet meer vervuld zijn, treft de Regering de vereiste maatregelen en kan met name het certificaat schorsen of intrekken volgens de door haar nader bepaalde regels.

HOOFDSTUK V. — *Informatieverplichting*

Art. 12. § 1. De leveranciers lichten de afnemers in over de voorwaarden waarmee de overdrachtsvergunning gepaard gaat, met inbegrip van de beperkingen betreffende het eindgebruik of de uitvoer van de defensiegerelateerde producten.

§ 2. De leveranciers lichten de Regering binnen een redelijke termijn in over hun voornemen om een algemene overdrachtsvergunning voor het eerst te gebruiken. De Regering bepaalt de procedure en de in dat kader mee te delen informatie.

§ 3. De leveranciers houden gedetailleerde en volledige registers van hun overdrachten bij. Die registers bevatten handelsdocumenten waaruit volgende informatie blijkt :

- 1° de omschrijving van het defensiegerelateerd product en de referentie ervan in de lijst bedoeld in artikel 6, 1°;

- 2° de hoeveelheid en de waarde van het defensiegerelateerde product;
- 3° de data van de overdrachten;
- 4° de naam en het adres van de afnemer;
- 5° het eindgebruik en de eindgebruiker van het defensiegerelateerd product, indien gekend;
- 6° het bewijs dat de afnemer van de defensiegerelateerde producten wel degelijk is ingelicht over de uitvoerbepaling waarmee de overdrachtsvergunning gepaard gaat.

De Regering kan de gegevens die opgenomen dienen te worden in de registers waarvan sprake in lid 1 aanvullen of nader bepalen.

De leveranciers bewaren die registers gedurende tien jaar te rekenen van het einde van het kalenderjaar waarin de overdracht plaatsvond. Ze delen de Regering minstens één keer per jaar of op verzoek van laatstgenoemde de informatie mee vervat in die registers.

Titel IV. — Andere bepalingen

Art. 13. Definities

Voor de toepassing van deze Titel wordt verstaan onder :

1° « invoer, uitvoer en doorvoer » : de handelingen die als dusdanig beschouwd worden voor de toepassing van de douanewetgeving;

2° « defensiegerelateerde producten » : producten die als wapens, munities of materieel beschouwd worden die speciaal gebruikt worden voor militair gebruik of ordehandhaving en desbetreffende technologie in toepassing van een lijst opgemaakt door de Regering;

3° « Internationaal Invoercertificaat » : het document uitgaand van de Regering of haar gemachtigde aan de hand waarvan een uitvoerland de verzekering krijgt dat een potentiële invoer van defensiegerelateerde producten in het Waalse Gewest toegelaten wordt;

4° « Certificaat voor het Nazicht van de Leveringen » : het document uitgaand van de Regering of haar gemachtigde aan de hand waarvan aan een uitvoerland bevestigd wordt dat defensiegerelateerde producten in het Waalse Gewest waarvan de uitvoer toegelaten werd door het uitvoerland, wel degelijk aangekomen is;

5° « eindgebruikerscertificaat » : het door de overheid van het invoerland geauthentificeerde document aan de hand waarvan de defensiegerelateerde producten die uitgevoerd of doorgevoerd worden, hun afnemer duidelijk aangegeven wordt en waarmee aan de overheid van het uitvoerland gewaarborgd wordt dat de defensiegerelateerde producten niet wederuitgevoerd worden zonder de voorafgaande en uitdrukkelijke toelating van het uitvoerland;

6° « leverancier » : de rechtspersoon of de natuurlijke persoon die wettelijk aansprakelijk is voor een uitvoer, invoer of doorvoer van defensiegerelateerde producten;

7° « afnemer » : de rechtspersoon of de natuurlijke persoon die wettelijk aansprakelijk is voor een uitvoer, invoer of doorvoer van defensiegerelateerde producten;

8° « embargo » : de beslissing om de economische betrekkingen met een derde land op het vlak van wapens geheel of gedeeltelijk te onderbreken, uitgaand van ofwel de Raad van de Europese Unie, de Veiligheidsraad van de Organisatie van de Verenigde Naties of de Organisatie voor de Veiligheid en Samenwerking in Europa;

9° « uit-, in- of doorvoervergunning » : de individuele toelating door de Regering of haar gemachtigde waarmee de uitvoer, de invoer of de doorvoer van defensiegerelateerde producten van of naar een land dat geen lid is van de Europese Unie.

HOOFDSTUK I. — Vergunningen

Afdeling 1. — Uitvoervergunningen buiten EU

Art. 14. § 1. De Regering verstrekt op grond van een door haar bepaalde procedure de vergunningen met het oog op de uitvoer van defensiegerelateerde producten naar een land dat geen lid is van de Europese Unie.

De uitvoeraanvragen worden afgewezen na onderzoek ten opzichte van volgende criteria gegrond op Gemeenschappelijk Standpunt 2008/944/GBVB van de Raad van 8 december 2008 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor de controle op de uitvoer van militaire goederen en technologie :

1. Eerste criterium : naleving van de internationale verplichtingen en verbintenissen van Wallonië en België, in het bijzonder de sancties aangenomen door de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties of de Europese Unie van de akkoorden inzake met name niet-proliferatie, evenals de andere internationale verplichtingen.

Een uitvoervergunning wordt afgewezen indien ze onverenigbaar is met onder andere :

a) de internationale verplichtingen van België en de verbintenissen aangaande de toepassing van de embargo's op de wapens afgekondigd door de Verenigde Naties, de Europese Unie en de Organisatie voor veiligheid en samenwerking in Europa;

b) de internationale verplichtingen die België en het Waalse Gewest ten deel vallen op titel van het non-proliferatieverdrag inzake kernwapens, de overeenkomst inzake biologische en toxinewapens en de overeenkomst inzake chemische wapens;

c) de verbintenissen aangegaan door België en het Waalse Gewest om geen enkel type antipersoonsmijn uit te voeren

d) de verbintenissen aangegegaan door België in het kader van de Australië groep, de regeling inzake de controle van rakettechnologie, het Zangger comité, de groep van landen die leverancier zijn van kernmaterialen, het Wassenaar Arrangement en de Haagse Gedragscode tegen de verspreiding van ballistische raketten.

De Regering weigert de uitvoervergunning wanneer blijkt dat de uitvoer een ernstige inbreuk zou vormen op de buitenlandse belangen van België en van de door België nagestreefde internationale doelstellingen;

2. Tweede criterium : inachtneming van de mensenrechten in het land van de eindafnemer en inachtneming van het internationaal humanitair recht door dat land.

Na het gedrag te hebben beoordeeld van het afnemerland ten opzichte van de beginselen terzake verwoord in de internationale instrumenten inzake mensenrechten,

a) weigert de Regering de uitvoervergunning indien er een manifest risico bestaat dat de technologie of de militaire goederen waarvan de uitvoer wordt overwogen dienen voor de binnenlandse onderdrukking of indien er voldoende aanwijzingen bestaan ten opzichte van een bepaald afnemerland dat de uitvoer er bij zal dragen tot een flagrante schending van de mensenrechten of wanneer vaststaat dat er kindsoldaten ingezet worden in het reguliere leger;

b) gaat de Regering in elk geval en rekening houdend met de aard van de technologie of de militaire goederen waarvan sprake uiterst voorzichtig om met de afgifte van vergunningen voor landen waar ernstige schendingen van de mensenrechten werden vastgesteld door de bevoegde instellingen van de Verenigde Naties, door de Europese Unie of door de Raad van Europa.

Daartoe bevatten de technologie of de goederen die zouden kunnen dienen voor de binnenlandse onderdrukking met name de technologie of de uitrustingen waarvoor er bewijzen van gebruik ervan of van een technologie of gelijksoortige goederen, door de overwogen eindgebruiker, voor doeleinden van binnenlandse onderdrukking of waarvoor er alle aanleiding toe bestaat ervan uit te gaan dat de technologie of de goederen afgewend worden van hun verklaard eindgebruik of hun verklaarde eindgebruiker om te dienen voor binnenlandse onderdrukking.

De aard van de goederen of technologie wordt zorgvuldig onderzocht, in het bijzonder indien ze bedoeld zijn voor binnenlandse veiligheidsdoeleinden. Binnenlandse onderdrukking omvat onder meer foltering en andere wrede, onmenselijke en ontorende behandeling of bestraffing, standrechtelijke of willekeurige executies, verdwijningen, willekeurige gevangenneming en andere ernstige schendingen van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden die staan omschreven in de desbetreffende internationale mensenrechteninstrumenten, waaronder de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

De Regering evalueert de houding van het afnemerland ten opzichte van belangrijke, in instrumenten van internationaal humanitair recht vastgelegde beginselen, en

c) weigert een uitvoervergunning indien er een duidelijk risico bestaat dat de uit te voeren militaire goederen of technologie gebruikt worden bij het begaan van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht;

3. Derde criterium : interne situatie van het eindafnemerland ten gevolge van spanningen of gewapende conflicten.

De Regering weigert een uitvoervergunning voor militaire goederen of technologie waardoor gewapende conflicten worden uitgelokt of verlengd dan wel bestaande spanningen of conflicten in het eindafnemerland worden verergerd;

4. Vierde criterium : handhaving van vrede, veiligheid en stabiliteit in de regio.

De Regering weigert een uitvoervergunning indien er een duidelijk risico bestaat dat het beoogde afnemerland de uit te voeren militaire goederen of technologie voor agressie jegens een ander land gebruikt of er kracht mee wil bijzetten aan territoriale aanspraken. Bij het afwegen van deze risico's houdt de Regering onder andere rekening met :

het bestaan of de waarschijnlijkheid van een gewapend conflict tussen het afnemerland en een ander land;

b) eventuele aanspraken op het grondgebied van een buurland door een afnemerland dat in het verleden met geweld heeft gepoogd die aanspraken te doen gelden, of waarvoor het met geweld heeft bedreigd;

c) de waarschijnlijkheid dat de militaire goederen of technologie anders gebruikt zullen worden dan voor de legitieme nationale veiligheid en verdediging van het afnemerland;

d) de noodzaak de regionale stabiliteit niet sterk in negatieve zin te beïnvloeden;

5. Vijfde criterium : Nationale veiligheid van de België en van het Waalse Gewest en van de gebieden waarvan ze de buitenlandse betrekkingen behartigen, alsmede van bevriende landen of bondgenoten.

de Regering houdt rekening met de volgende gegevens :

a) de mogelijke gevolgen van de uit te voeren militaire goederen of technologie voor hun eigen defensie- en veiligheidsbelangen alsmede die van Lidstaten van de Europese Unie en van bevriende landen en bondgenoten, waarbij erkend wordt dat deze factor echter niet van invloed mag zijn op de toepassing van de criteria inzake de naleving van de mensenrechten en de regionale vrede, veiligheid en stabiliteit;

b) het risico dat de betrokken militaire goederen of technologie tegen de eigen troepen of die van lidstaten van de Europese Unie of van bevriende landen of bondgenoten gebruikt worden;

6. Zesde criterium : gedrag van het land dat militaire goederen of technologie aankoopt jegens de internationale gemeenschap, met name de houding van dat land tegenover terrorisme, de aard van zijn bondgenootschappen en de eerbiediging van het internationaal recht.

De Regering houdt onder andere rekening met de mate waarin het land dat militaire goederen of technologie aankoopt, in het verleden :

a) het terrorisme en de internationaal georganiseerde criminaliteit heeft gesteund of aangemoedigd;

b) zijn internationale verbintenissen, in het bijzonder wat betreft het niet-gebruiken van geweld, en het internationaal humanitair recht heeft nageleefd;

c) zich heeft geëngagementeerd aan non-proliferatie en andere aspecten van wapenbeheersing en ontwapening, met name door ondertekening, ratificatie en implementatie van de onder b) van het eerste criterium genoemde verdragen op dat gebied;

7. Zevende criterium : gevaar dat de militaire goederen of technologie in het kopende land een andere bestemming krijgen of onder ongewenste voorwaarden opnieuw worden uitgevoerd.

Bij het beoordelen van de impact op het afnemerland van de uit te voeren militaire goederen of technologie en van het risico dat deze goederen of technologie een andere, ongewenste eindgebruiker of een ander ongewenst eindgebruik krijgen, wordt rekening gehouden met :

a) de legitieme belangen inzake defensie en binnenlandse veiligheid van het afnemerland, inclusief deelname aan VN- of andere vredeshandavingsoperaties;

b) het technische vermogen van het afnemerland om de goederen of technologie te gebruiken;

c) het vermogen van het afnemerland om effectieve uitvoercontroles te verrichten;

d) het risico dat de goederen of technologie opnieuw worden uitgevoerd naar ongewenste bestemmingen en de mate waarin het afnemerland zich in het verleden heeft gehouden aan wederuitvoerbepalingen of aan wederuitvoer voorafgaande toestemmingen die de uitvoerende lidstaat passend acht op te leggen;

e) het risico dat de goederen of technologie bij terroristische organisaties of individuele terroristen terecht komen;

f) het risico van "reverse engineering" of onbedoelde overdracht van technologie;

8. Achtste criterium : Compatibiliteit van de uitvoer van militaire goederen of technologie met de technische en economische capaciteit van het afnemerland, rekening houdend met de wenselijkheid dat de staten aan hun legitieme behoeften inzake veiligheid en defensie voldoen met zo gering mogelijke aanwending van menselijk en economisch potentieel voor bewapening.

In het licht van informatie uit goede bron, bijvoorbeeld rapporten van het Ontwikkelingsprogramma van de Verenigde Naties, de Wereldbank, het Internationaal Monetair Fonds en de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling, stelt de Regering zich de vraag of de voorgestelde uitvoer ernstig afbreuk zou doen aan de duurzame ontwikkeling van het afnemeland. In dit verband beoordeelt ze de hoogte van de militaire uitgaven van het afnemeland ten opzichte van de sociale uitgaven, waarbij ook rekening wordt gehouden met steun van de Europese Unie en bilaterale steun.

§ 2. De uitvoervergunningen hebben een geldigheidsduur van achttien maanden. Met het oog op de uitvoering van de overeenkomst waarvoor de eerste vergunning is toegekend, kunnen ze worden hernieuwd telkens als het nodig is.

Afdeling 2. — Uitvoervergunningen uit entiteiten buiten de Europese Unie en internationale invoercertificaten

Art. 15. § 1. Invoervergunningen kunnen door de Regering worden toegekend voor de invoer in het Waalse Gewest van defensiegerelateerde producten.

De aanvraag wordt geanalyseerd op basis van de volgende criteria :

1° er wordt nagegaan of de persoon in het Waalse Gewest voor wie deze invoer bestemd is, bevoegd is om over betrokken defensiegerelateerde producten te beschikken;

2° de invoer brengt de openbare veiligheid of de openbare orde in het Waalse Gewest niet in het gedrang.

De invoervergunningen hebben een geldigheidsduur van achttien maanden. Met het oog op de uitvoering van de overeenkomst waarvoor de eerste vergunning is toegekend, kunnen ze worden hernieuwd telkens als het nodig is.

§ 2. Wanneer de autoriteiten van het land van uitvoer van defensiegerelateerde producten erom vragen, kan de Regering een internationaal invoercertificaat afleveren de hand waarvan een uitvoerland de verzekering krijgt dat een potentiële invoer van defensiegerelateerde producten in het Waalse Gewest toegelaten wordt.

Op verzoek van de autoriten kan, na aflevering, een certificaat voor het nazicht van de leveringen eveneens worden afgeleverd aan de bevoegde autoriteiten van het land van uitvoer van deze producten.

Afdeling 3. — Doorvoervergunningen vanaf en naar entiteiten buiten de Europese Unie

Art. 16. § 1. De Regering kan vergunningen toekennen voor de doorvoer van defensiegerelateerde producten ten gunste van een onderneming waarvan de maatschappelijke zetel in België is gevestigd, na analyse van de aanvraag op basis van de criteria bedoeld in artikel 14, § 1.

De doorvoervergunningen hebben een geldigheidsduur van achttien maanden. Met het oog op de uitvoering van de overeenkomst waarvoor de eerste vergunning is toegekend, kunnen ze worden hernieuwd telkens als het nodig is.

§ 2. Vóór de toekenning van een doorvoervergunning dienen defensiegerelateerde producten het voorwerp te hebben gemaakt van een officieel document tot bewijs van de verplaatsing, afgeleverd door een van de landen die betrokken zijn bij de transactie en krachtens hetwelk het Waalse Gewest de eindafnemer niet is.

HOOFDSTUK II. — Voorafgaande informatie en productieverbod van verschillende specifieke bestanddelen of van de uitvoering van verschillende specifieke verrichtingen vóór het verkrijgen van de vergunning

Art. 17. § 1. Een schriftelijke en vertrouwelijke verplichte informatieprocedure aan de Regering door de onderneming is van toepassing in de volgende gevallen :

1° de eerste aanvraag tot uitvoer van een onderneming, voor een bepaalde categorie van materieel en naar een bepaalde afnemer in een land waarop een embargo is opgelegd dat minder dan twaalf jaar vóór de indiening van de aanvraag is opgeheven, behalve als dit land een lid van de NATO wordt, het statuut van kandidaat tot de Europese Unie verwerft of bij een stabilisatie- en associatieproces aansluit;

2° de eerste aanvraag tot uitvoer van een onderneming, voor een bepaalde categorie van materieel en naar een bepaalde afnemer in een land dat bij geen stabilisatie- en associatieproces van de Europese Unie aansluit, dat geen lid is van de NATO, noch van de Europese Economische Ruimte, noch van de OESO, en dat tijdens de laatste zes jaar vergunningen heeft verkregen voor een totaalbedrag van minder dan 350.000 euro;

3° de eerste aanvraag tot uitvoer van een onderneming, voor een bepaalde categorie van materieel en naar een bepaalde afnemer als de Regering deze onderneming geen vergunning heeft toegekend voor dezelfde afnemer gedurende twee volledige kalenderjaren vóór de indiening van de aanvraag;

4° de eerste aanvraag tot uitvoer van een onderneming, voor een bepaalde categorie van materieel en naar een bepaalde afnemer in een land waarin een staatsgreep gedurende de twee volledige kalenderjaren vóór de indiening van de aanvraag is gepleegd.

De Regering bepaalt het begrip « staatsgreep ».

De Regering moet deze voorgaande informatie uiterlijk dertig dagen vóór de ondertekening van de door de onderneming overwogen overeenkomst ontvangen. Met instemming van de Regering kan deze termijn worden verkort als de onderneming bewijst dat het sluiten van de overeenkomst in groot gevaar wordt gebracht door de naleving van de termijn van dertig dagen.

De voorgaande informatie heeft betrekking op het land, de soort afnemer en op de categorie van materieel die bij de overwogen overeenkomst betrokken zijn; bij geval van een rechtspersoon heeft ze ook betrekking op de betrokken afdeling en bij geval van een privaatrechtelijke persoon, heeft ze ook betrekking op de identiteit van deze persoon.

§ 2. Een onderneming kan geen specifiek materieel voor een aanvraag tot uitvoer bedoeld in § 1 produceren, hetzij vóór het verkrijgen van de uitvoervergunning, hetzij vóór de afloop van een termijn gelijk aan het dubbele van de gewone duur voor het onderzoek van het dossier zoals bepaald door de Regering. De Regering kan de onderneming in kennis stellen van de verlenging van die termijn met de duur die zij vermeldt.

Onder productie van een specifiek materieel voor de aanvraag tot uitvoer, wordt verstaan :

1° de productie van een origineel bestanddeel, uitsluitend uitgevoerd voor de betrokken aanvraag;

2° de uitvoering van een specifieke technische handeling, waarvan de markering, de assemblage of de programmering, die leidt tot een specifieke onomkeerbare personalisatie van de aanvraag tot uitvoer.

Titel V. — Algemene en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Beperking, opschorting en intrekking van de vergunningen

Art. 18. Bij niet naleving van dit decreet, zijn uitvoeringsbesluiten of één van de voorwaarden bepaald in de vergunning of wanneer dit wegens de bescherming van de essentiële belangen van het Waalse Gewest en van België, de openbare veiligheid of de openbare orde gerechtvaardigd is, in geval van nieuwe elementen, in geval van een regionale of wereldcrisis, kan de Regering een vergunning opschorten, intrekken of de gevolgen ervan beperken.

HOOFDSTUK II. — *Adviescommissie*

Art. 19. § 1. Er wordt een "Adviescommissie over de vergunningen voor wapenuitvoer" opgericht die op vraag van de Regering of op eigen initiatief, uitsluitend ter attentie van de Regering, gemotiveerde en vertrouwelijke adviezen uitbrengt in het kader van de analyse van de aanvragen tot uitvoer van defensiegerelateerde producten.

Deze adviezen worden uitgebracht op basis van een geostrategische, ethische en economische analyse van de dossiers die haar worden voorgelegd.

In haar adviezen streeft de Commissie naar een consensus.

Bij gebrek aan consensus worden de minderheidsadviezen vermeld in het advies van de Commissie.

In geval van stemming kan een lid de geheimhouding van de stemming aanvragen. Het advies van de Commissie vermeldt hoe dan ook het aantal stemmen dat elk voorstel gekregen heeft.

§ 2. De Regering bepaalt de zetel van deze Commissie en haar werkingsmodaliteiten.

HOOFDSTUK III. — *Sancties*

Art. 20. § 1. Vormen een overtreding van de bepalingen van dit decreet :

1° het feit om zonder geldige toestemming of vergunning defensiegerelateerde producten over te dragen, in te voeren, uit te voeren of door te voeren of de poging om deze producten over te dragen, in te voeren, uit te voeren of door te voeren;

2° het feit om defensiegerelateerde producten over te dragen, in te voeren, uit te voeren of door te voeren of de poging om defensiegerelateerde producten over te dragen, in te voeren, uit te voeren of door te voeren waarvan de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht verboden is krachtens dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen;

3° het feit om onjuiste en onvolledige informatie met bedrieglijk opzet te verstrekken om toestemmingen en vergunningen te krijgen of afzien met bedrieglijk opzet van het verstrekken van de nodige informatie en stukken ter uitvoering van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten.

§ 2. De inbreuken bedoeld in § 1 worden gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en met een geldboete van 10.000 euro tot 100.000 euro of met één van deze straffen alleen.

Bij herhaling wordt de straf verdubbeld.

§ 3. Bij overtreding van artikel 17 wordt de vergunning die zou zijn verleend, van rechtswege geschorst en kan de Regering een straf opleggen die tot de intrekking van de vergunning kan gaan alsook een administratieve boete met een maximumbedrag dat gelijk is aan één derde van het bedrag van het contract of één van deze straffen alleen. De overtreding van artikel 17 kan ook een verbod tot het indienen van een nieuwe vergunningsaanvraag naar het betrokken land met zich meebrengen. Dit verbod kan een periode van achttien maanden bedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Diverse bepalingen*

Art. 21. § 1. De certificaten en vergunningen bedoeld in dit decreet staan niet gelijk met administratieve handelingen in de zin en voor de toepassing van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Deze certificaten en vergunningen bedoeld in dit decreet zijn ook geen administratieve handelingen in de zin en voor de toepassing van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

§ 2. De adviezen van de Commissie staan niet gelijk met administratieve handelingen in de zin en voor de toepassing van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur en mogen bovendien uitsluitend aan de Regering worden meegedeeld.

Art. 22. Elke persoon die tussenkijmt in de procedures die door of krachtens dit decreet worden georganiseerd moet blijk geven van beroepsdiscretie voor alle feiten, informatie of documenten waarvan zij kennis heeft in de uitoefening of tijdens de uitoefening van haar ambt. Buiten de gevallen die uitdrukkelijk voorzien zijn door de vigerende reglementering mag ze van deze verplichting tot beroepsdiscretie alleen maar worden ontslaan door een uitdrukkelijke beslissing van de overheid waarvan ze afhangt.

Art. 23. De invoerders, uitvoerders en tussenpersonen, alsook hun personeelsleden en elke persoon die (mogelijk), rechtstreeks of onrechtstreeks bij de invoer, uitvoer of doorvoer van defensiegerelateerde producten betrokken zijn, moeten, op vraag van de bevoegde overheden, de informatie en documenten, de briefwisseling en elk ander stuk, in welke vorm ook, verstrekken die toelaten om na te gaan of dit decreet en zijn uitvoeringbesluiten werden nageleefd; de ingezamelde informatie kan alleen voor dat doel worden gebruikt.

Art. 24. De Regering dient jaarlijks een verslag bij het Waals Parlement in over de toepassing van dit decreet.

Dit verslag bevat de volgende gegevens :

- de evolutie van de uitvoerverrichtingen en de overdrachten;
- een analyse van de Europese handel en de wereldhandel inzake wapeningen;
- de gegevens i.v.m. de overdrachten, uitvoer, invoer en doorvoer van, naar en door het Waalse Gewest;
- de bijzondere problemen die zich hebben voorgedaan;
- de landen van bestemming voor de geweigerde uitvoervergunningen;
- de landen betrokken bij de geweigerde doorvoervergunningen;
- de gegevens met betrekking tot het materieel dat uitgevoerd wordt op basis van de categorieën ML van de lijst bedoeld in artikel 6, 1°;
- de eventuele wijzigingen in de reglementering en procedures in België;
- de internationale en Europese initiatieven, met name bij toepassing van het gemeenschappelijk Standpunt 2008/944/GBVB van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor de controle op de uitvoer van militaire goederen en technologie.

In het bedoeld verslag zal een apart hoofdstuk worden besteed aan de uitvoer van defensiegerelateerde producten die, in het land van bestemming, de ontwikkeling van de productiecapaciteit voor de wapening, de munities en het materieel dat speciaal bestemd is voor militair gebruik, beogen.

Het bovenvermeld verslag zal bovendien een apart hoofdstuk bevatten dat besteed is aan de monitoring van de naleving van de bepalingen van dit decreet betreffende de verduistering van de betrokken defensiegerelateerde producten binnen het land van bestemming en de naleving van de clause van niet-wederuitvoer.

Onverminderd artikel 21, § 2, vermeldt het jaarverslag de redenen van algemeen beleid die de Regering ertoe geleid heeft om af te wijken van het advies van de Commissie.

Bovendien zal de Regering om de zes maanden een verslag verstrekken betreffende de verleende en geweigerde vergunningen voor de producten die onder dit decreet ressorteren, met, voor elk land, het totaalbedrag en het aantal vergunningen ingedeeld per categorie van bestemming en per categorie wapens, munities, materieel en producten.

De Regering brengt het Parlement zo spoedig mogelijk op de hoogte van de wijzigingen in de besluiten en omzendbrieven die genomen worden in uitvoering van dit decreet.

Onverminderd de bovengenoemde bepalingen zal ervoor gezorgd worden dat geen enkele informatie die schadelijk zou zijn voor de betrokken bedrijven, waaronder de commerciële gegevens, wordt meegedeeld.

Art. 25. Overeenkomstig de wetgeving van de Europese Unie inzake wapenuitvoer zal de Regering de weigeringen, herroepingen en schorsingen van vergunningen meedelen aan de werkgroep verantwoordelijk voor de uitvoer van conventionele wapens.

Vóór het verlenen van een vergunning voor een verrichting die in zijn geheel dezelfde is als een verrichting die tijdens de laatste drie jaar door één of meerdere lidstaten werd geweigerd, en dat door de lidstaat of lidstaten officieel is meegedeeld, zal de Regering laatstgenoemde(n) raadplegen. Indien, na raadpleging, de Regering toch beslist om een vergunning te verlenen, zal ze de lidstaat of de lidstaten die de vorige uitvoerverrichting hebben geweigerd daarvan op de hoogte brengen. Het vertrouwelijk karakter van de voornoemde weigeringen en raadplegingen moet worden bewaard.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 26. De artikelen van titel II van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en daaraan verbonden technologie, de artikelen van titel III van dezelfde wet voor wat betreft de verrichtingen inzake de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten onderworpen aan een toestemming of vergunning overeenkomstig dit decreet, alsook artikel 17 van dezelfde wet worden opgeheven

Art. 27. De erkenning verleend door de federale Minister van Justitie overeenkomstig de wet van 25 augustus 1991 zal worden gebruikt voor de certificering van de ondernemingen tot het einde van de overgangperiode die in het besluit van de Regering bedoeld in artikel 10 zal worden voorzien. Na afloop van deze periode zal de certificering uitsluitend gebeuren overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 juni 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O's, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement, 614 (2011-2012) Nrs. 1 tot 34.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 20 juni 2012.

Bespreking.

Stemming.